

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP  
DE DAKAR  
FACULTE DES SCIENCES  
ECONOMIQUES ET DE GESTION  
(FASEG)

CONFERENCE DES INSTITUTIONS  
D'ENSEIGNEMENT ET DE  
RECHERCHES ECONOMIQUES ET  
DE GESTION EN AFRIQUE



PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE  
INTERUNIVERSITAIRE  
(PTCI)  
*Huitième Promotion*



MEMOIRE DE DIPLOME D'ETUDES APPROFONDIES (DEA)

Spécialité : Macroéconomie Appliquée

Option : **Finances publiques**

*Thème :*

Cycles politico-économiques, Instabilité politique  
et Gestion budgétaire au Bénin : de 1970 à 2002

*Présenté et Soutenu  
publiquement par :*  
**Abdou Rafiou BELLO**

*Sous la Direction du :*  
**Professeur Karamoko KANE**

Année Universitaire 2002-2003

« Je dédie ce travail à mes parents, pour le soutien et l'affection dont ils font toujours preuve à mon égard »

## REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait vu le jour sans la contribution de quelques personnes à qui nous exprimons ici, notre profonde gratitude. Nos remerciements vont en particulier :

- Au Professeur Karamoko KANE, notre directeur de recherche, qui malgré ses nombreuses occupations a accepté d'encadrer ce travail avec rigueur et cordialité ;
- Au Professeur Ahmadou ALY MBAYE, Responsable national du PTCI-Dakar, pour son souci constant de nous voir performant et compétitif ;
- Au corps professoral du PTCI-Dakar et à celui 8ème CCCO à Ouagadougou ;
- A l'administration de la FASEG à Dakar, en particulier à son Doyen ;
- A l'administration du PTCI à Ouagadougou.

Nous adressons aussi notre profonde reconnaissance à tous nos camarades et amis qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire. Nous pensons plus précisément à :

- A Monsieur LIADI Adissa, pour son soutien et ses conseils ;
- A Bachir SOUBEROU, Augustin ADOKPO, Achille HOUSSOU, Ochozias GBAGUIDI pour leur soutien de tous ordres ;
- Aux aînés de l'amicale PTCI de Cotonou ;
- Aux amis de Dakar, Fidèle, Fulgence, Auguste, Léonce ;
- A tous nos amis et camarades de promotion.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit des honorables membres du jury qui ont accepté de sacrifier une partie de leur précieux temps pour apprécier ce travail.

Table des Matières	
<i>LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES</i>	<i>v</i>
<i>SIGLES ET ABREVIATIONS</i>	<i>vi</i>
<i>RESUME</i>	<i>vii</i>
<i>ABSTRACT</i>	<i>vii</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>0</i>
<i>Chapitre 1 : ANALYSE DES CARACTERISTIQUES MAJEURES DE L'ECONOMIE BENINOISE</i>	<i>3</i>
<b>Section 1 : Contexte politico-économique</b>	<b>3</b>
Paragraphe 1 : Aperçu de la vie politique et sociale	3
1-1 : La période de 1960 à 1972	3
1-2 : La période révolutionnaire de 1972 à 1989	4
1-3 : La période du renouveau démocratique de 1990 à nos jours	6
Paragraphe 2 : Cadre économique	6
<b>Section 2 : La politique budgétaire et fiscale du Bénin.</b>	<b>10</b>
Paragraphe 1 : Evolution des recettes et des dépenses de l'Etat	10
1-1 : Les recettes publiques	10
1-2 : Les dépenses publiques.	13
Paragraphe 2 : Evolution du solde budgétaire et problème de recherche.	15
2-1 : Evolution du solde budgétaire.	15
2-2 : Cadre théorique	17
2-2-1 : Problématique	17
2-2-2- Objectifs et Hypothèses	19
<i>Chapitre 2 : REVUE DE LA LITTERATURE</i>	<i>21</i>
<b>Section 1 : L'analyse économique du processus électoral dans une démocratie moderne</b>	<b>21</b>
Paragraphe : 1 Les cycles politico-économiques.	21
Paragraphe 2 : Implication en terme budgétaire	25

<b>Section 2 : La production politique dans les pays en développement et son impact sur l'économie</b>	<b>29</b>
Paragraphe 1 : Régimes politiques et performances économiques	29
Paragraphe 2 : L'instabilité politique	31
<b>Chapitre 3 : ANALYSE EMPIRIQUE</b>	<b>36</b>
<b>Section 1 : Méthodologie.</b>	<b>36</b>
Paragraphe 1 : Le modèle et le choix des variables	36
Paragraphe 2 : Source et méthode d'évaluation des données	38
2-1 : Les sources des données et la période de l'étude.	39
2-2 : Les méthodes d'évaluation	39
<b>Section 2 : Présentation et analyse des résultats</b>	<b>40</b>
Paragraphe 1 : Présentation des résultats	41
1-1 : Les tests de stationnarité	41
1-2 : Détection du nombre de retards	42
1-3 : Estimation proprement dite.	43
Paragraphe 2 : Analyse des résultats	45
<b>Section 3 : Implications et Recommandations de politique économique</b>	<b>48</b>
Paragraphe 1 : Implications	48
2-1 : Les mécanismes de transmission	49
2-2 : L'efficacité des programmes d'ajustement	50
Paragraphe 2 : Recommandations de politique économique	50
2-1 : Poursuite des réformes budgétaires	51
2-2 : Application effective des mécanismes de contrôle endogène	51
2-3 : Renforcement de la gouvernance économique.	53
2-4 : La mise en place d'un mécanisme central permettant le suivi des actions de toutes les administrations.	53
<b>CONCLUSION</b>	<b>55</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	<b>57</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>b</b>

## LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Graphique n° 1: Evolution des différentes catégories de recettes_____	11
Graphique n°2: Evolution des différentes catégories de recettes_____	14
Graphique n°3: Evolution du solde global_____	16
Tableau n°1 : Quelques indicateurs macroéconomiques du Bénin (1996- 2000)_____	9
Tableau n°2 : Résultat des tests de stationnarité_____	41
Tableau n°3 : Résultat des tests de Akaike et de Schwarz _____	42
Tableau n°4 : Résultat des estimations_____	44
Tableau n°5 : Contribution de l'extérieur au financement de l'économie__	46
Tableau n°6 : Décomposition économique des dépenses publiques (%)_____	49

## SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe

FMI : Fond Monétaire International

INSAE : Institut National de Statistique et de l'Analyse Economique

MFE : Ministère des Finances et de l'Economie

OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## RESUME

Cette étude propose une tentative d'analyse des interactions entre la politique et l'économie au Bénin sur la période de 1970-2001. Elle étudie en particulier les déterminants non économiques des déficits budgétaires. L'analyse de l'évolution politique a mis en exergue l'instabilité politique, les grèves, les émeutes et les élections libres comme étant les principales caractéristiques de la production politique du pays. L'étude menée sur séries chronologiques, confirme la possibilité de manipulation opportuniste du budget, alors que l'instabilité politique semble contribuer à une contraction des déficits budgétaires. Les principales voies de manipulations du budget au Bénin sont les dépenses publiques notamment les dépenses de transfert et d'investissement. L'étude relativise ainsi l'idée généralement admise que l'ajustement structurel est une condition suffisante de bonne gestion économique. C'est pourquoi, elle recommande la mise en place de mécanismes supplémentaires de contrôle afin d'éviter les effets néfastes des mauvaises politiques économiques.

## ABSTRACT

This survey proposes an attempt of interaction analysis between the politics and the economy in Benin during the period from 1970 to 2001. It studies mainly the non-economic determinants of the budgetary deficits. The political evolution has pointed out political instability, strikes, riots and free elections as being the main features of the political production of the country. The analysis led on chronological sets confirms the possibility of opportunist manipulation of the budget, whereas the political instability seems to contribute to a contraction of budgetary deficits. The main ways to manipulate the budget in Benin are the public expenses, notably expenses of transfer and of investment. The survey moderates, then the generally admitted idea that the structural adjustment is a sufficient condition of good economic management. That is why it recommends the setting up of supplementary control mechanisms in order to avoid the harmful effects of bad economic policies.



## INTRODUCTION

La décennie 80 a été caractérisée pour la plupart des pays africains par une accumulation de contre-performances sur le plan économique. La baisse des cours des produits de base, la hausse des taux d'intérêts mondiaux, et la conjoncture économique des pays industrialisés ont souvent été évoquées pour expliquer cette situation. Cependant, beaucoup d'économistes admettent aujourd'hui que les mauvaises politiques économiques constituent l'une des principales causes de la crise dont les pays du continent continuent de subir les contrecoups. C'est ainsi que ces pays ont accepté avec plus ou moins d'enthousiasme, les concours des institutions financières internationales pour un redressement de leur économie. Au delà de cette situation globale, les situations spécifiques de chaque pays sont diverses.

Petit pays de l'Afrique de l'ouest, le Bénin ne fait pas exception. Sa trajectoire politique mouvementée a façonné l'évolution de ses performances économiques. Les diverses options de politiques économiques choisies depuis les indépendances, se regroupent en trois catégories : une option libérale héritée de la colonisation dans les premières années des indépendances, une option dirigiste marxiste impulsée par la petite bourgeoisie d'intellectuels radicaux, civils et militaires des années 1972 et une option néo-libérale dictée par les institutions de Bretton Woods à partir de 1990.

L'application des politiques marxistes au Bénin s'est traduite par un accroissement du poids de l'Etat dans l'économie à travers la nationalisation et la création d'entreprises dans tous les secteurs de la vie économique. Il en résulte un secteur public pléthorique et inefficace qui a accru les difficultés économiques et financières du pays, suite à la crise économique des années 1980. En 1989, la situation économique du pays était caractérisée par des déséquilibres intérieurs et extérieurs insupportables pour le pays notamment au niveau des finances publiques et de la balance des paiements. Dans ces conditions, le pays était obligé de recourir à l'assistance des institutions financières internationales par la signature de programmes d'ajustement structurel (PAS). Ces plans de

stabilisation, centrés autour de la réduction des grands déséquilibres, ont remis au goût du jour les débats sur les déficits budgétaires. Au delà de la question de l'opportunité ou non de la réalisation de ces déficits, la problématique porte aujourd'hui sur les déterminants de ces derniers, plus précisément les déterminants non économiques.

Les débats sur les déterminants non économiques des déficits budgétaires se situent dans la mouvance de l'étude des interactions entre la politique et l'économie. Jusqu'au milieu des années 1980, ces questions ont reçu un faible écho dans l'analyse économique des pays en développement. Toutefois, l'observation des tensions sociales et politiques qui ont suivi l'application des plans d'ajustement, a renouvelé l'intérêt pour cette approche à travers les travaux sur la faisabilité politique de l'ajustement. Ces analyses mettent en exergue, dans leur grande majorité, les effets sociaux des mesures de stabilisation qu'il convient de maîtriser afin d'assurer le succès de ces programmes. Elles étudient ainsi les déterminants des troubles sociaux dans les pays en développement<sup>1</sup>. Mais, on ne peut se limiter à ce seul aspect. S'il est vrai que les mesures restrictives inhérentes aux plans d'ajustement expliquent une bonne partie des bouleversements sociopolitiques qu'ont connu la grande majorité des pays africains ces dernières années, il faut se demander dans quelle mesure, les pressions politiques ont modifié la trajectoire de ces réformes.

De nombreux travaux se sont intéressés à cet aspect politique de l'analyse économique dans les pays développés. Ils mettent en évidence, sur la base de modèles politico-économiques, les déterminants des décisions publiques dans ces pays. Au nombre de ces déterminants, il est souvent retenu les élections, l'orientation idéologique et les conflits d'intérêts entre les diverses composantes de l'équipe dirigeante (Alesina, Roubini et Cohen, 1997). Les théories des cycles politico-économiques développées, dans ce sillage, montrent que les dirigeants politiques créent des conditions économiques artificiellement favorables à la veille de toute élection en vue d'emporter l'assentiment des populations. A contrario,

---

<sup>1</sup> Pour un aperçu de ces travaux, voir Dessus, Lafay et Morisson (1998) .

très peu de travaux ont porté sur les pays africains. Tout au plus, à la suite du processus de démocratisation enclenché depuis la fin des années 1980 dans la plupart de ces pays, l'attention a été accordée à la mise en évidence de la corrélation entre démocratie et développement. Et pourtant l'influence des cycles politiques sur les performances économiques est certaine.

Fouda (1996), à partir de l'étude des cycles politico-monétaires au Cameroun, montre que, même dans un régime autocratique, les gouvernements ressentent le besoin d'asseoir une légitimité populaire en s'appuyant sur la participation massive des populations aux « plébiscites » organisés. D'où l'hypothèse de la manipulation préélectorale de l'offre de monnaie. Mieux, le vent de démocratie pluraliste qui souffle sur le continent africain autorise toutes formes de manipulations.

Le présent travail vient compléter ces contributions à travers l'étude des facteurs socio-politiques qui peuvent influencer la conduite de la politique budgétaire au Bénin.

Le premier chapitre présente dans un cadre général, le contexte politico-économique dans lequel sont prises les décisions publiques et analyse l'évolution des recettes et des dépenses en vue de dégager la problématique de l'étude .

Le deuxième chapitre passe en revue les principales contributions théoriques et empiriques sur les interactions entre la politique et l'économie .

Le troisième et dernier chapitre est consacré à la présentation de la démarche méthodologique et à l'analyse des résultats obtenus.

## **Chapitre 1 : ANALYSE DES CARACTERISTIQUES MAJEURES DE L'ECONOMIE BENINOISE**

Une bonne compréhension des différents comportements économiques nécessite la connaissance du cadre dans lequel se déroulent les activités économiques. Le présent chapitre donne un aperçu de la situation politique et économique du Bénin depuis les années 1960.

### **Section 1 : Contexte politico-économique**

La description du cadre politico-économique est indispensable parce qu'elle permet de saisir les différentes particularités de la vie politique du pays afin de mieux cerner leurs effets sur l'évolution économique.

#### **Paragraphe 1 : Aperçu de la vie politique et sociale**

Le Bénin, ancien Dahomey est devenu indépendant le premier Août 1960 après plus de 70 ans de colonisation. La colonisation était venue mettre fin à près d'un siècle d'histoire caractérisée par des conflits entre divers petits royaumes constituant le pays. Cette situation alliée à une perception différente du contact avec l'occident a créé une société stratifiée, où les considérations ethniques sont déterminantes dans les rapport sociaux. Le pays a donc connu une histoire politique assez mouvementée dont la connaissance est nécessaire pour comprendre les motivations qui soutendent les différentes décisions de politiques économiques. L'analyse de la trajectoire politique du pays se fera à travers trois périodes : la période 1960-1972, au cours de laquelle, le pays a fait l'expérience d'une démocratie constitutionnelle, la dictature militaro-marxiste des années 1972 et l'ouverture démocratique de 1990 à nos jours.

#### **1-1 : La période de 1960 à 1972**

La vie politique de cette période était dominée par trois forces politiques sous la direction des trois principales personnalités de la lutte anti-coloniale<sup>2</sup>. La lutte

---

<sup>2</sup> Les Présidents Hubert MAGA, Sourou M. APITHY et Justin T. AHOMANDEBGE

politique, loin de porter sur des questions objectives, prenait l'allure d'une lutte de personnes et d'élites avec en toile de fond des rivalités régionales et ethniques. Le pays n'a connu que trois gouvernements civils interrompus à chaque fois par des interventions militaires. Dès 1963, l'échec du premier gouvernement sur le plan économique et surtout les tentatives de consolidation du pouvoir politique ont plongé le pays dans une profonde crise sociale. C'est donc dans l'allégresse populaire que le lundi 18 octobre 1963, le Colonel Soglo, Chef d'Etat major général des armées, prit le pouvoir.

Une page de l'histoire du jeune Etat dahoméen venait d'être tournée. Le pays entrait dans une phase d'instabilité qui consacre la difficulté de l'élite à s'entendre sur l'essentiel. De 1960 à 1972, Médard<sup>3</sup> (1991) a dénombré cinq constitutions, dix présidents, une douzaine de tentatives de coups d'Etat dont cinq réussis. Ces différentes interventions marquent la volonté des nouveaux dirigeants de rompre avec l'ordre ancien à travers la mise à l'écart des leaders traditionnels. Mais chaque fois, les espoirs soulevés ont été déçus si bien qu'à partir de 1970, l'armée fera appel aux anciens leaders en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Un conseil présidentiel a donc été créé. Il s'agissait d'un gouvernement à la tête duquel chacune de ces personnalités sera investie président de la république pour un mandat de deux ans effectifs selon un système de rotation qui devait durer dix ans. Mais une fois encore, les oppositions irréductibles d'intérêts personnels ont exacerbé les insatisfactions sociales. Le pays a dû recourir de nouveau à l'arbitrage de l'armée. Ainsi le système politique en triangle tournant prit fin par la prise du pouvoir par le commandant Kérékou le 26 octobre 1972. C'est le début de la période révolutionnaire qui va durer de 1972 à 1989.

## **1-2 : La période révolutionnaire de 1972 à 1989**

Comme toute révolution, celle du Bénin a pour objectif de renverser l'ordre ancien suite aux échecs des régimes politiques de la période précédente. Pour y parvenir, le nouveau régime a, dès le départ, exclu de la vie politique les anciens leaders et

---

<sup>3</sup> Cité par Metinhoué P.G : « Regard d'un historien sur les 34 premières années de l'administration du Dahomey-Bénin par les nationaux ». La nation Spécial 1<sup>er</sup> Août 1994

les officiers de l'armée impliqués dans les manifestations passées. Il a été fait appel à des forces nouvelles en vue de la constitution d'un programme de construction nationale. Les grandes orientations du régime révolutionnaire définies dans le discours programme de politique d'indépendance nationale, le 30 novembre 1972, étaient de restaurer la stabilité politique, l'unité nationale et l'unité sociale.

La volonté de rupture avec l'ordre colonial a poussé le nouveau régime à rechercher des alliances dans le monde communiste. En 1974, le pays va adopter officiellement le socialisme scientifique comme voie de développement et le marxisme léninisme comme voie philosophique. Le Parti de la Révolution Populaire du Bénin, créé en 1975, sera désormais le seul cadre d'expression politique. Cependant, l'orientation marxiste donnée au pays a brisé le consensus qui entourait le gouvernement militaire révolutionnaire. En 1975, une vague de mouvements de contestation a été violemment réprimée entraînant l'arrestation et le départ en exil d'une partie de l'élite nationale. Le pays venait de basculer dans une dictature militaire dont le niveau de répression évoluait au rythme de la conjoncture économique nationale et internationale.

Le 16 janvier 1977, une tentative de débarquement aéroporté a été effectuée dans le dessein de déstabiliser le régime. L'échec de cet acte a suscité un sursaut patriotique et le régime en a profité pour passer à une légitimité constitutionnelle avec l'adoption d'une constitution, en 1977, et des élections législatives, en 1979. L'assemblée nationale élue le 22 novembre 1979 pour un mandat de 3 ans va à son tour confirmer le Président de la République dans ses fonctions. C'est l'époque de la démocratie populaire marquée par la maîtrise du pouvoir central sur toutes les sphères de la nation. Mais très tôt, le consensus national commença par s'effriter devant les difficultés économiques grandissantes des populations. La grande manifestation estudiantine de 1985 n'était qu'un signe avant-coureur de la débâcle politique et économique qui allait suivre. En 1989, face à la faillite quasi générale de l'Etat et à une forte mobilisation de toutes les couches sociales, le régime dû renoncer au marxisme. Il prit également l'initiative de convoquer une conférence des forces vives de la nation qui devrait consacrer le changement d'orientation

tant sur le plan politique qu'économique. C'est le début de la période du renouveau démocratique qui va de 1990 à nos jours.

### **1-3 : La période du renouveau démocratique de 1990 à nos jours**

La conférence des forces vives de la nation fut un tournant décisif dans l'histoire récente du pays. A l'issue de ses travaux, une orientation libérale de la gestion du pouvoir d'Etat a été adoptée. Il a été mis sur pieds un gouvernement de transition pour lancer les principales réformes et assurer le passage vers une démocratie multipartisane. La constitution du 2 décembre 1990 a confirmé cette orientation tout en prévoyant un certain nombre d'instruments de règlement endogène des crises. Depuis, le pays essaie de consolider ses acquis. Il a connu ainsi 3 élections présidentielles (1990, 1996, 2001), 4 élections législatives (1990, 1995, 1999, 2003) suivies parfois d'un renouvellement de la classe politique.

Au total, si le désordre observé dans les années 1960 n'autorise pas à parler de cycles politiques, la stabilité observée ces dernières années révèle un cycle de 4 à 5 ans pour les évènements politiques majeurs.

### **Paragraphe 2 : Cadre économique**

Le Bénin, après plusieurs années d'indépendance, n'a toujours pas décollé économiquement. La structure de l'économie est demeurée relativement stable bien que l'on note depuis quelques années la tendance à une baisse relative du secteur des services au profit de l'agriculture. En 2002 le secteur agricole contribuait pour près de 40% au produit intérieur brut (PIB), à plus de 70% des exportations et employait 70% de la population active. Le secteur secondaire contribuait à peine pour 14% au PIB, essentiellement sous la forme de quelques produits manufacturés et la production de ciment. Le secteur tertiaire est constitué essentiellement des activités de transit, de restauration et d'un secteur commercial très dynamique. En 1999, avec un score de 0,421, le Bénin se classait au 147<sup>ème</sup> rang sur 162 pays, selon le classement de l'indice de développement humain (IDH) du

Programme des Nations Unies pour le développement, soit une performance légèrement en deçà de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne (0,463).

La cause principale de cette situation est l'application de politiques économiques inappropriées. La politique économique du Bénin en effet, a été trop axée sur la planification économique, à travers les plans triennaux et quinquennaux de développement. Cette pratique commencée au début des années 1960 a été renforcée par l'orientation marxiste des années 1970. Le plan triennal 1977-1980 par exemple, s'était donné comme objectif d'opérer un développement autocentré en mettant sur pieds un secteur industriel basé sur l'agriculture. De la structure des investissements présentée (voir annexe 1, tableau n° 1), il ressort que le processus d'accumulation du capital est basé sur l'industrie (45,7%), l'équipement et les transports (22,5%), l'agriculture ne recevant que 10,8% des investissements. Cependant, les ressources disponibles ne représentaient que moins de 50% des besoins de financements globaux (Houédété 2000). La part considérable des ressources externes à mobiliser (72,88% du total des ressources et 43,36% du besoin de financement) a rendu illusoire l'effort de financement envisagé. Dans ces conditions, les taux de croissance envisagés, 2,5% pour la première période, 9,5% pour la seconde et 12,7% pour 1979/80 étaient irréalistes. La répartition du PIB (annexe 1, tableau n°2) montre que le processus d'accumulation ne s'effectue pas au profit des secteurs productifs, mais du secteur tertiaire. Ce qui traduit une grande fragilité de l'économie dont la croissance dépend principalement de celles des pays voisins. L'expansion du secteur tertiaire reflète en effet, pour une bonne partie le dynamisme des opérations de transit plutôt qu'une dynamique de croissance interne.

Cette situation, alliée à la forte expansion d'un secteur public décadent, a favorisé la crise économique de la fin des années 1980. La rationalité du socialisme en effet, était de mettre l'Etat au cœur de toutes les activités économiques. Ainsi, au cours de la période 1974-1982, l'essentiel des activités économiques était passé sous le contrôle de l'Etat. A ce titre, la plupart des entreprises du secteur moderne, y compris les institutions financières, ont été nationalisées donnant lieu à la création



de nombreuses entreprises d'Etat. La croissance de ce secteur fut si rapide qu'en 1980, le portefeuille de l'Etat était constitué de 120<sup>4</sup> entreprises publiques de dimension nationale et départementale. Les entreprises à compétence nationale (au nombre de 60) employaient environ 28000 personnes, bénéficiaient de 60% des crédits locaux et étaient à l'origine de 75% de la dette extérieure du Bénin. Ces entreprises fournissaient les  $\frac{3}{4}$  de la production industrielle et absorbaient le tiers de la FBCF. C'est pourquoi les difficultés économiques qu'elles ont connues à partir de 1983 ont plongé le pays dans une crise économique et sociale profonde qui a entraîné les bouleversements de la fin des années 1980.

La nécessité de mettre en place un premier programme d'ajustement structurel en 1989 visant la résorption des déséquilibres macroéconomiques, la relance de la croissance et le contrôle de l'évolution des prix n'en était que plus urgente. Ce premier programme a été suivi par un second (1992-1994), puis un troisième couvrant la période 1995-1999 et un quatrième. La dévaluation du F CFA en janvier 1994 a permis de renforcer les réformes initiées par les autorités béninoises en améliorant la compétitivité externe de l'économie et la rentabilité du secteur agricole, en particulier celle du secteur du coton. Les réformes structurelles amorcées ont permis de libéraliser davantage le fonctionnement de l'économie et d'améliorer la performance du secteur public, qui reste cependant bien en deçà des normes reconnues.

Cet ensemble d'initiatives a permis une accélération de la croissance économique qui s'est traduite par une augmentation significative du produit intérieur brut dont la croissance moyenne était de l'ordre de 4,5 % par an entre 1990 et 1997 (MFE 2000). Ce dynamisme de l'économie ne s'est cependant pas traduit par une amélioration de la position extérieure de la nation. Dans ce sens, la dévaluation du F CFA de janvier 1994 n'aura pas porté les fruits attendus.

---

<sup>4</sup> Source : Adékountè F (1996), « Entreprises publiques béninoises : la descente aux enfers », Cotonou, éd le Flamboyant. Cité par Houédété (2000)

Par ailleurs, des politiques fiscales et de crédit prudentes ont permis de réduire graduellement l'inflation après son accélération suite à la modification de parité intervenue au début de 1994.

Dans l'ensemble, le Bénin a connu une nette amélioration de ses performances socio-économiques ainsi qu'en témoigne l'évolution des indicateurs présentés dans le tableau n°1 suivant.

**Tableau n°1** : Quelques indicateurs macroéconomiques du Bénin (1996-2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
PIB nominal (milliards de FCFA)	1129,5	1249,8	1360,6	1453,2	1610,5	1610,5	1906,5
Taux de croissance	5,5%	5,7%	4,4%	5,0%	5,3%	5,8%	6%
Taux d'inflation	4,7%	3,8%	5,8%	3,0%	3,5%	3,6%	2,6%
Exportations (milliards de FCFA)	133,5	110,6	137,1	133,0	134,2	154,4	165,1
Importations (milliards de FCFA)	285,5	351,0	377,3	433,6	385,8	335,2	353,3
Solde de la Balance commerciale (milliards de FCFA)	- 152,0	- 239,4	- 240,2	-300,6	-251,6	-180,8	-188,2

Source : Gnansounou, S.(2000), Présidence de la République (2002)

Cette situation relativement satisfaisante et encourageante de l'état de santé de l'économie béninoise ne la met cependant pas à l'abri des contrecoups. Ainsi, les difficultés d'approvisionnement en électricité qu'a connues le pays entre mars et juin 1998 ont eu des effets négatifs sur la croissance. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel est passé de 56 % en 1997 à 4,4 % en 1998 (Tableau n°1). Le taux d'épargne privée a également connu une baisse marquée en 1998, entraînant une chute de l'épargne nationale de près de 2 % du PIB (Présidence de la République 1999). Ce qui a affecté la capacité de développement et de renouvellement des infrastructures sociales du pays. Le déficit du compte courant extérieur s'est stabilisé autour de 5 % du PIB en 1998, suite à une amélioration des termes de l'échange qui a permis de compenser la baisse de la croissance du volume des exportations.

Un autre trait caractéristique de l'économie béninoise est l'importance du secteur informel. Selon la Présidence de la République (1995), ce secteur représente plus des 2/3 du PIB. Il a pris cette importance après la crise économique de 1989. Les activités de l'informel sont essentiellement commerciales et artisanales. Le secteur informel occupe les femmes (dans l'artisanat et le commerce) mais il est aussi la source de revenus des diplômés sans emploi, des travailleurs licenciés des entreprises publiques et parapubliques en faillite ou privatisées, des « partis volontaires » de la fonction publique et des jeunes déscolarisés. Même les agents permanents de l'Etat y trouvent des compléments de revenus. Malgré le manque à gagner fiscal et la concurrence déloyale livrée au secteur formel, ce secteur peut être considéré comme une soupape de sécurité et un modérateur de tensions sociales.

## **Section 2 : La politique budgétaire et fiscale du Bénin.**

L'évolution des indicateurs budgétaires est pour l'essentiel étroitement liée aux contraintes structurelles et aux rigidités découlant des politiques économiques antérieures. Les problèmes liés aux structures de son économie, le poids de la dette publique ainsi que son appartenance à l'UEMOA, imposent au Bénin des contraintes importantes quant à la conduite de la politique budgétaire et fiscale. Celles-ci affectent à la fois, les recettes et les dépenses publiques ainsi que le solde budgétaire.

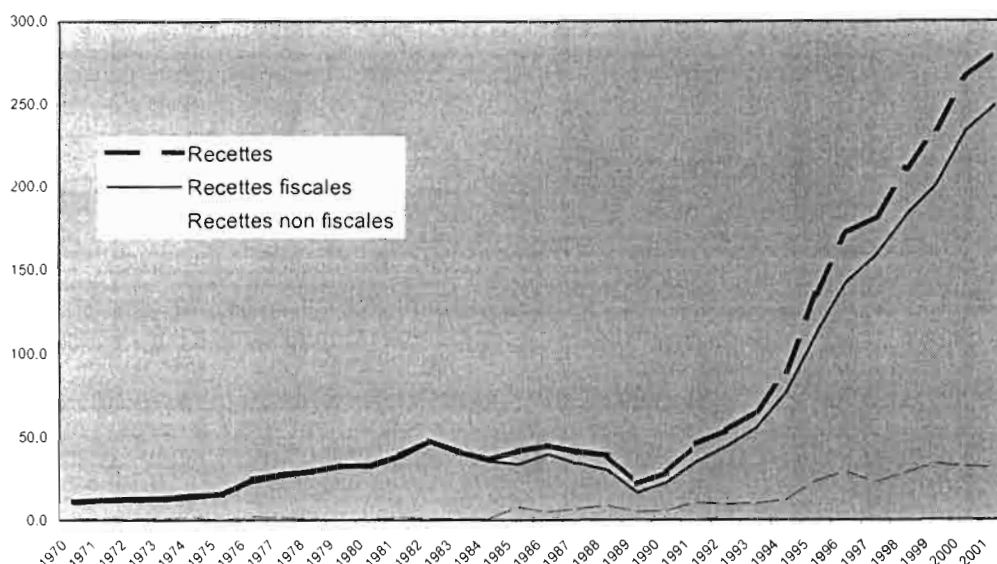
### **Paragraphe 1 : Evolution des recettes et des dépenses de l'Etat**

Cette partie permettra, à partir d'une analyse des différentes composantes du budget, de mieux comprendre les politiques budgétaires mises en oeuvre depuis 1970.

#### **1-1 : Les recettes publiques**

Au Bénin, le faible niveau de l'activité économique, l'importance relative du secteur informel, se traduisent par l'étroitesse de la base d'imposition. De ce fait, le niveau des recettes publiques est fortement influencé par l'efficacité dans le

recouvrement des recettes douanières et la conjoncture économique nationale et internationale. La figure suivante présente l'évolution des différentes catégories de recettes depuis 1970.



Graphique N°1 : Evolution des différentes catégories de recettes  
Source : Construit à partir des statistiques du Fmi et des TOFE

D'un point de vue structurel, on constate une évolution globalement positive des recettes publiques. Elles sont alimentées à plus de 80% par les recettes fiscales, elles mêmes dominées par les recettes douanières<sup>5</sup>. L'évolution des recettes peut être découpée en trois périodes : la période 1970-1982 marquée par une faible expansion des recettes , la période 1982-1989 qui est une période de crise et la période d'après 1990 caractérisée par une explosion des recettes.

La période 1970-1982 constitue les premières années de socialisme. C'est la période des grandes nationalisations. L'environnement économique international marqué par la hausse du dollar et des prix des matières premières était favorable au développement du pays. Mieux, le boom pétrolier de 1973 a marqué le début d'un nouveau type de commerce avec les pays voisins. Le commerce de réexportation qui consiste à importer des marchandises sous régime de consommation, et à les réexporter en fraude vers les pays voisins. Sur le plan politique, le nouveau

gouvernement a fait de la lutte anti-impérialiste son cheval de bataille. L'ambiance était donc à la promotion du développement du pays en le préservant des intérêts capitalistes étrangers. Il fallait pour le gouvernement accroître ses ressources afin de satisfaire les exigences d'un Etat qui étend de plus en plus son contrôle sur l'activité économique. Dans ces conditions, les nouvelles mesures prises pour améliorer les capacités de recouvrement des impôts et l'obligation faite aux entreprises publiques de verser 70% de leur bénéfice au trésor ont eu un effet bénéfique sur les recettes qui ont cru de 54% entre 1975 et 1976. Selon Kindoho (1999), cette évolution positive serait due au volume élevé des transactions commerciales qui renflouent les caisses de l'Etat à travers une augmentation considérable des droits et taxes à l'importation. C'est d'ailleurs, à partir de 1982 avec les mesures de contrôle des importations au Nigeria qu'ont commencé les problèmes de trésorerie de l'Etat béninois.

La période 1982-1989 est marquée par l'instabilité des recettes publiques qui ont globalement baissé sur la période. Cette évolution défavorable s'explique par le ralentissement des activités économiques, les difficultés financières des entreprises nouvellement créées. Ce qui a eu pour effet de réduire l'assiette fiscale (MFE 1998) et de faire exploser la dette extérieure du pays (Houédété 2000). Au cours de l'année 1989, la situation est devenue alarmante avec la chute importante des recettes fiscales de l'ordre de 18 milliards de francs CFA, soit une diminution de 44% par rapport à l'année précédente. Face à cette situation, les autorités béninoises ont entrepris, en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, un vaste effort de restructuration en vue de la restauration de la viabilité financière du secteur public.

A cet effet, dès 1989, un certain nombre de mesures incitatives sont prises. Ce qui explique la croissance explosive des recettes à partir de 1990. Il s'agit entre autres, de la mise en place de nouvelles procédures de recouvrement, de l'allégement et la simplification de la législation fiscale, de l'extension de la matière imposable, etc.

---

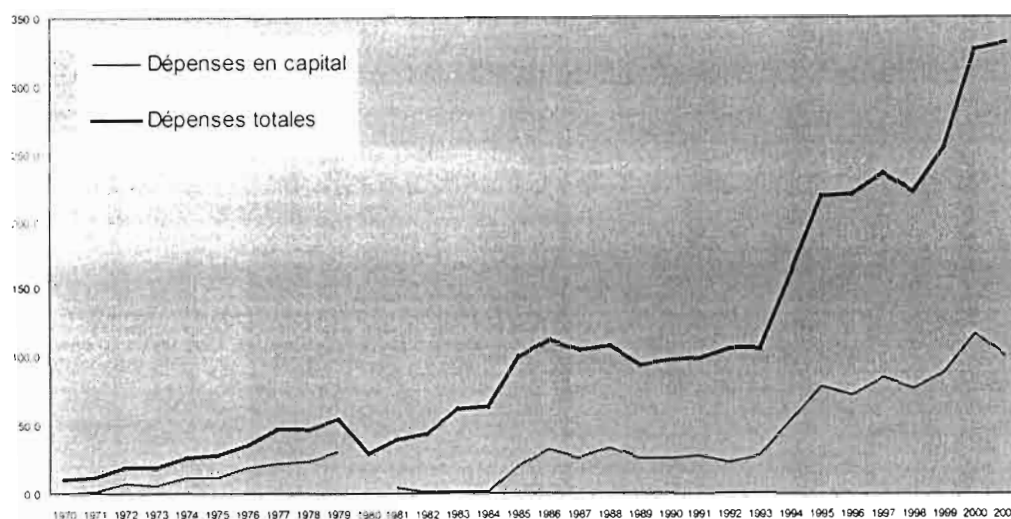
<sup>5</sup> 60% des recettes fiscales et 50% des recettes totales sur la période 1960-92, selon Kindoho (1999)

Par ailleurs, deux faits importants ont marqué la période considérée. Il s'agit d'abord du principe du budget unifié ; le budget de la Caisse Autonome d'amortissement (organisme de gestion de la dette) et celui du fonds routier ont été intégrés au budget national de fonctionnement pour en faire un budget général de l'Etat. Le second fait à rapport à la dévaluation du FCFA en janvier 1994 qui a augmenté la valeur des importations en provenance des pays hors zone conduisant ainsi à un accroissement des recettes douanières.

Au total, si les recettes publiques connaissent un accroissement fabuleux suite aux réformes de ces dernières années, leur structure n'a pas véritablement changé. L'Etat continue de dépendre de la fiscalité de porte ; il reste donc sensible aux variations de l'environnement économique national et international.

#### **1-2 : Les dépenses publiques.**

Les dépenses publiques sont constituées essentiellement des dépenses courantes et des dépenses en capital. Les dépenses courantes sont celles qui assurent le fonctionnement des services publics. Elles ont toujours été dominées par les dépenses de personnel qui, selon Kindoho (1999), représentaient 67% des dépenses de fonctionnement en 1957, 71,3% entre 1975 et 1977 et 43% ces dernières années. A l'instar des recettes, l'évolution des dépenses reflète les diverses options politiques choisies.



**Graphique n°2 Evolution des différentes catégories de dépenses**  
 Source: Construit à partir des statistiques du Fmi et des TOFE

Ainsi, l'évolution des dépenses peut aussi être divisée en trois périodes : la période 1970-1980 caractérisée par une augmentation régulière des dépenses, la période 1980-1989 caractérisée par une évolution non maîtrisée de ces dernières et la période 1990-2001 marquée par une évolution rapide mais maîtrisée du niveau des dépenses.

La période 1970-1980 est la période par excellence de l'expansion des activités étatiques. Le pays avait fait l'option d'une gestion centralisée de l'économie et il fallait, par conséquent, financer toutes les activités. Aussi, les dépenses en capital ont connu un relèvement substantiel à partir de 1976. Cependant si l'on regarde la répartition des dépenses, on se rend compte que la priorité était accordée à la restructuration de l'appareil d'Etat. La ventilation fonctionnelle établie par Houedété (2000) fait ressortir la militarisation croissante du régime et le poids de plus en plus important de l'appareil d'Etat comme facteur de cette augmentation des dépenses. Dans ces conditions, les premières semonces de la crise des années 1980 ne pouvaient qu'être durement ressenties. Les différentes tentatives de corrections ont entraîné la grande instabilité observée au niveau des dépenses au milieu des années 1980.

Au cours de la période 1980-1989, les dépenses publiques ont pratiquement évolué en dents de scie. Ceci dénote de la non maîtrise de ces dépenses par les autorités qui n'arrivaient pas à adapter le niveau des recettes à celui des dépenses. En effet,

la politique de socialisation de l'économie a commencé par peser sur les finances publiques. Le financement des dépenses budgétaires étant devenu de plus en plus difficile, dans un contexte de stagnation des recettes, un rééquilibrage des finances publiques s'est imposé. Des mesures hardies ont donc été prises sans application réelle avant 1990, année de réalisation d'un nouveau consensus national.

Les années 1990 ont ouvert une nouvelle ère pour l'économie béninoise. Sous la houlette des Programmes d'ajustement structurel, des progrès sensibles ont été accomplis par l'économie. Les dépenses publiques ont ainsi connu une évolution croissante mais compatible avec le niveau de l'activité sur la période 1990-2001. Les mesures de restriction mises en œuvre ont consisté en une réduction des charges salariales et un encadrement des autres dépenses courantes se traduisant par une augmentation des dépenses d'investissement et une rationalisation des choix de projets publics. Toutefois, les réformes ont visé la structure plutôt que le niveau des dépenses. Ainsi, ces dernières années, les dépenses sont restées stables autour de 20% du PIB.

## **Paragraphe 2 : Evolution du solde budgétaire et problème de recherche.**

L'analyse de la situation du solde budgétaire nous permettra de dégager le problème de recherche

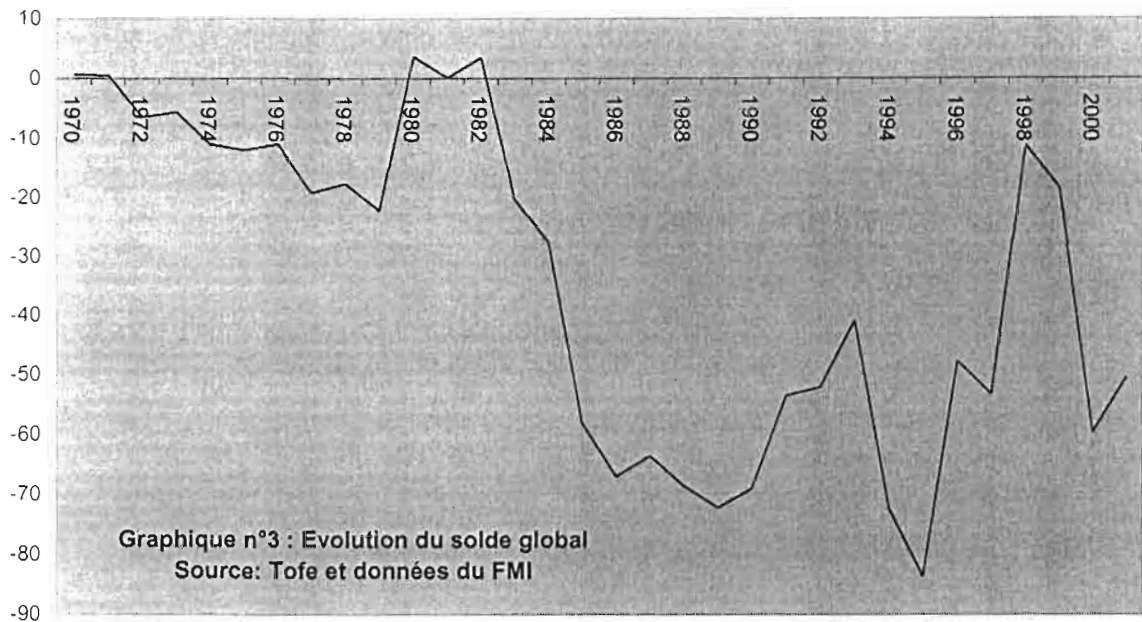
### **2-1 : Evolution du solde budgétaire.**

L'analyse de la situation du budget dépend de la définition adoptée pour le solde budgétaire. Dans la pratique, il existe 3 types de déficits suivant la nature des éléments retenus. Le solde primaire qui exprime la différence entre les recettes et les dépenses primaires de l'Etat. C'est l'expression de la capacité du pays à financer sur ses ressources propres, ses dépenses de souveraineté ou bien à dégager de l'épargne pour financer ses investissements. Le solde budgétaire global sur la base des engagements qui exprime la capacité du pays à financer toutes ses dépenses. Et enfin le solde total sur la base des décaissements qui prend en compte les dépenses antérieurement engagées et non décaissées.



Le solde budgétaire global, c'est à dire la différence entre les recettes et les dépenses publiques engagées est le principal indicateur utilisé dans ce travail. Il reflète mieux l'impact des déséquilibres publics sur l'économie.

Le graphique suivant présente l'évolution du solde globale sur la période 1970-2001.



Le solde budgétaire global est resté déficitaire sur toute la période. Son évolution reflète les différentes options budgétaires adoptées depuis les indépendances. En effet, selon Kindoho (1999), l'observation des différents budgets adoptés depuis 1960 permet de distinguer la période 1960-1975 où les budgets sont votés avec un déficit comblé par la France, de la période 1976-1987 avec des budgets votés en équilibre et celle d'après 1988 où les budgets sont votés avec un déficit prévisionnel comblé par l'apport de l'étranger. Ainsi, la faiblesse du déficit observé en 1981 serait due à l'isolement du régime à partir de 1975 et à la volonté d'indépendance nationale qui en a suivi. Cette situation contradictoire avec les engagements croissants de l'Etat n'est plus soutenable à partir de 1982. Ce qui a entraîné l'explosion des déficits de la période 1982-1989. Cependant, à partir du lancement du premier PAS en 1989, on note une maîtrise progressive de ce déficit quand bien même, il est observé des gonflements sensibles en 1994, 1995 et 2000.

## **2-2 : Cadre théorique**

Dans cette partie, nous présenterons successivement la problématique, les objectifs et les hypothèses de recherche.

### **2-2-1 : Problématique**

Dans les années 1980, la plupart des pays africains y compris le Bénin ont connu une crise économique et financière profonde. En effet, au lendemain des indépendances, les Etats africains nés dans un contexte d'optimisme keynésien s'étaient vus confier le devoir de mobiliser les ressources nécessaires au développement de leur économie. Cette politique de soutien actif de l'Etat a eu pour conséquence, un accroissement explosif des dépenses du secteur public que les ressources existantes ne réussissaient pas à couvrir.

Au Bénin, la situation a été aggravée par une expérience politique particulière. A la suite de la grande instabilité politique des années 1960, les autorités politiques des années 1970, voulant lutter contre l'impérialisme post-colonial, se sont tournées vers des politiques marxistes. Les stratégies de développement autocentrées qui s'en sont suivies ont consisté en la réalisation de grands investissements et à la création de plusieurs entreprises publiques. Il en résulte un gonflement excessif des dépenses publiques et un accroissement des déficits budgétaires qui avec la crise des années 1980 sont devenus non soutenables. Le rééquilibrage des finances publiques qui s'est imposé aux autorités n'a été possible que dans le cadre global des négociations avec les institutions de Bretton Woods. Les mesures de politiques d'ajustement adoptées contenaient notamment la réduction drastique des dépenses publiques et une amélioration des performances de l'administration fiscale. Le dégraissage des effectifs de la fonction publique et la suspension de certains avantages des fonctionnaires qui en ont résulté ont entraîné d'importants troubles sociaux ayant conduit à un changement de régime politique dans les années 1990.

Même si la nouvelle orientation a donné une certaine légitimité aux nouvelles autorités, la poursuite des réformes ne s'est pas déroulée sans heurts. De 1990 à

nos jours, le pays continue de subir de fortes pressions sociales qui ne sont pas sans influence sur la conduite de la politique économique. Ne pouvant ignorer les perturbations du genre, on peut s'interroger sur l'efficacité des mesures prises. Pire, l'apparition du multipartisme a fait naître d'importants groupes de pression. Dans ces conditions, la mise en œuvre d'une réforme dépendra non seulement des intérêts de la classe au pouvoir mais aussi de la réaction des divers groupes. En effet, il est apparu depuis les travaux de Tufte (1978)<sup>6</sup> que les conditions économiques avant une élection affectent significativement le résultat de cette dernière et que les hommes politiques bien informés de ce fait essaient d'en tirer le maximum de profit. Ce qui peut influencer le processus de décision du gouvernement et même modifier en profondeur les réformes projetées.

Une analyse du TOFE du Bénin révèle que sur la base des engagements, le budget est constamment déficitaire. Malgré la rigueur des politiques mises en œuvre ces dernières années, la situation s'est aggravée, même si le problème de la soutenabilité ne se pose plus. De plus, on constate pour certaines années, des gonflements sensibles de ce déficit qui semblent liés aux variations de l'environnement sociopolitique<sup>7</sup>. Comment expliquer cette persistance du déficit ?

Jusque là, les solutions apportées se sont focalisées sur la faiblesse du niveau de l'activité, le niveau élevé de la dette publique, la faible capacité du pays à collecter les impôts, une base d'imposition inadéquate, etc. Il est ainsi négligé le rôle des variables politico-institutionnelles qui apparaissent de plus en plus comme un facteur important dans la mobilisation des ressources et la réduction des dépenses publiques. Alésina et Perrotti (1995) ont ainsi montré que les facteurs qui expliquent le mieux les déficits budgétaires au niveau de certains pays de l'OCDE sont la structure des gouvernements (gouvernement de coalition ou minoritaire) et les institutions budgétaires. Aujourd'hui, d'un point de vue théorique, il est clair que les conditions d'accès au pouvoir, les motivations opportunistes ou partisans

---

<sup>6</sup> Tufte E. (1978) : *Political control of the economy*, Princeton, NJ : Princeton University press, cité par Drazen (2000).

<sup>7</sup> Le graphique n°3 par exemple montre des gonflements sensibles du déficit budgétaire dans les années 1994, 1995, 2000 qui sont des veilles à des consultations électorales majeures.

des politiciens peuvent longtemps biaiser la conduite de la politique économique. Les théories des cycles politico-économiques développées dans ce sillage, qui stipulent que les hommes politiques ont tendance à utiliser le budget pour créer des conditions économiques favorables en période d'élection, constituent une avancée considérable dans la compréhension de la politique budgétaire.

Ces différentes théories peuvent-elles permettre d'expliquer le déficit budgétaire au Bénin? Dans quelles mesures les pressions sociales ont-elles infléchi les politiques d'austérité budgétaire menées depuis quelques années? En d'autres termes, l'histoire politique mouvementée du pays nous autorise-t-elle à évoquer l'hypothèse de cycles politico-économiques dans l'explication des déficits?

### 2-2-2- Objectifs et Hypothèses

Les questions de recherches ci-dessus énoncées seront formulées sous formes d'objectifs général et spécifiques. Ce qui nous guidera dans la démarche méthodologique.

#### ✓ Objectifs

L'objectif général de ce travail est d'apprécier le rôle de certains facteurs socio-politiques dans la conduite de la politique budgétaire au Bénin. Il s'agira de manière spécifique :

- d'apprécier l'impact des cycles politiques (élections) sur la gestion budgétaire ;
- d'apprécier l'impact des pressions sociales (grèves et autres manifestations sociales) sur les réformes budgétaires ;
- d'identifier la composante du budget la plus affectée par l'environnement sociopolitique.

#### ✓ Hypothèses

A chaque objectif spécifique, nous associons les hypothèses suivantes.

- **Hypothèse relative à l'objectif spécifique n°1**

En vue de se maintenir au pouvoir, les dirigeants politiques manipulent les différentes composantes du budget pour prouver aux populations qu'ils sont capables de satisfaire au mieux leurs besoins. Les événements politiques comme les élections favorisent donc les déficits budgétaires.

- **Hypothèse relative à l'objectif spécifique n°2**

Les grèves et autres manifestations sociales surviennent le plus souvent en réaction à des mesures restrictives. De ce fait, elles modifient significativement la trajectoire des réformes, affaiblissant leur efficacité.

- **Hypothèse relative à l'objectif spécifique n°3**

Les dépenses publiques et plus précisément les dépenses sociales sont réputées pour leur effet direct sur le bien-être des populations. De ce fait, elles sont les plus sensibles à la manipulation.

## **Chapitre 2 : REVUE DE LA LITTERATURE**

L'étude des cycles politico-économiques se situe dans le cadre général des analyses des relations entre le politique et l'économique. Des questions relativement récentes, qui ont trouvé un regain d'intérêt avec les débats sur la faisabilité politique des programmes d'ajustement. L'idée que les considérations politiques et institutionnelles peuvent affecter la politique économique, s'impose depuis quelques années dans la réflexion économique. De nombreux travaux ont été réalisés, partant de l'analyse économique du processus électoral dans les démocraties modernes, à l'étude des facteurs politiques qui entravent la réussite des réformes engagées ces dernières années dans les pays en développement. Le présent chapitre résume l'essentiel de certaines contributions .

### **Section 1 : L'analyse économique du processus électoral dans une démocratie moderne**

Le point de départ de ces travaux est que dans un pays démocratique, les électeurs ne sont pas indifférents aux conditions économiques qui prévalent avant un vote. Les hommes politiques seront donc tentés, à l'approche d'une élection, de modifier la trajectoire des réformes adoptées en vue d'emporter l'agrément des électeurs. Les cycles économiques induits par ces événements sont qualifiés de cycles politico-économiques.

#### **Paragraphe 1 : Les cycles politico-économiques.**

Depuis Nordhaus (1975) et Lindbeck (1976)<sup>8</sup>, les travaux qui font des élections l'un des principaux déterminants de la politique économique sont nombreux . Les modèles de Nordhaus-Lindbeck suggèrent que les décideurs de politique économique opportunistes stimulent l'économie un an ou deux avant les élections en vue de réduire le chômage sans tenir compte des coûts inflationnistes de telles mesures. Basés sur la courbe de Philips traditionnelle, ces modèles supposent que

---

<sup>8</sup> Voir Alesina, Roubini et Cohen (1997) et Drazen (2000) pour un revue complète des modèles théoriques d'analyse des cycles politico-économiques.

la seule motivation du politique est d'accroître sa probabilité de maintien au pouvoir ; d'où leurs caractères opportunistes. Les décideurs politiques n'ont pas de préférence entre inflation et chômage, alors que les électeurs veulent à la fois un faible niveau d'inflation et de chômage. Mais, ils ne peuvent évaluer après coup, les conséquences macroéconomiques des décisions passées. Ces modèles, en dehors de l'hypothèse des anticipations adaptatives des électeurs, reposent aussi sur le fait que les hommes politiques contrôlent la politique monétaire et que les électeurs sont homogènes. Ce qui a suscité de nombreuses critiques et améliorations.

Ainsi, certains auteurs, prenant en compte l'hypothèse des anticipations rationnelles ont proposé des modèles sensés réconcilier l'approche de Nordhaus-Lindbeck avec des considérations beaucoup plus réalistes. La plupart de ces modèles mettent en exergue la compétence des hommes politiques, définie comme leur habileté à éviter tout gaspillage dans le processus budgétaire (Rogoff et Sibert 1988, Rogoff 1990), à promouvoir une croissance sans inflation (Persson et Tabellini 1990) ou à protéger l'économie contre les chocs aléatoires (Cukierman et Meltzer 1990). A ce propos, les contributions les plus intéressantes sont celles de Rogoff et Sibert (1988) et de Rogoff (1990), qui pour contourner l'hypothèse de contrôle de la monnaie par l'autorité politique, ont introduit la notion d'utilisation distortionnaire du budget en période préélectorale. Pour Rogoff et sibert (1988), le gouvernement pour augmenter sa chance de maintien devra prouver qu'il peut satisfaire les besoins du citoyen à un moindre coût. Aussi, dans le financement des dépenses, devra-t-il privilégier l'utilisation du seigneurage au détriment de la fiscalité. Rogoff (1990) quant à lui s'intéresse à la composition des dépenses publiques et il montre qu'en période préélectorale, le gouvernement favorisera les politiques de transfert au détriment d'investissements fiables.

D'autres développements ont été faits pour tenir compte de la nature des hommes politiques, c'est à dire leurs comportements opportunistes ou partisans. Alors que les hommes politiques opportunistes ont pour objectif de rester au pouvoir pour capter des rentes, les partisans quant à eux, ont des motivations purement

idéologiques. Hibbs (1977) oppose son modèle à celui Nordhaus (1975) pour montrer que les hommes politiques choisissent des combinaisons d'inflation-chômage fondamentalement différentes selon leur obédience. Les gouvernements de gauche sont supposés favorables aux politiques expansionnistes keynésiennes alors que ceux de droite privilégient une maîtrise de l'inflation. Cependant, l'approche de Hibbs (1977) n'est pas fondamentalement différente de celle de Nordhaus (1975) en ce sens qu'elle est toujours basée sur l'analyse traditionnelle de la courbe de Philips. Alésina (1987) introduit l'hypothèse d'anticipation rationnelle dans le modèle de Hibbs (1977) pour développer une théorie selon laquelle, l'incertitude sur l'issue d'une élection rend les performances économiques aléatoires. Cependant, si à court terme, la différenciation des politiques économiques selon le type de gouvernement semble réelle, à long terme, elle s'estompe et les hommes politiques ne pourront pas utiliser leur position pour être réélu.

Les vérifications empiriques des théories des cycles politico-économiques sont nombreuses. Elles concernent dans leur grande majorité les Etats-Unis et quelques pays de l'OCDE. Les résultats varient selon qu'il s'agit des effets sur l'activité économique globale ou sur la manipulation des instruments (monnaie, budget, etc.). De la synthèse présentée par Alésina, Roubini et Cohen (1997), on peut retenir que de façon générale, les théories des cycles partisans ont été vérifiées alors que les cycles opportunistes ne sont vérifiés que pour certains instruments (les dépenses de transfert du gouvernement) et pour des échéances limitées. Par ailleurs, ces auteurs analysent les différences de taux de croissance du PIB, de taux d'inflation et de taux de chômage au cours des années d'élections présidentielles aux Etats-Unis par rapport aux moyennes des autres années sur la période 1949-1994. Ils constatent que ces différences sont faibles quel que soit le type d'administration : 3,76% contre 3,17% pour le PIB, 5,66% contre 5,88% pour le niveau de chômage et 4,07% contre 4,03% pour le taux d'inflation. La même étude, sur données trimestrielles de 17 pays de l'OCDE n'a pas pu vérifier l'hypothèse correspondante. Partant d'une autoregression du taux de croissance du PIB comprenant une variable muette censée représenter les échéances électorales, leur



analyse conclut à l'absence de rôle des élections dans les performances économiques sauf pour quatre pays. Mais cette étude a été critiquée pour son traitement de la variable muette, notamment la nature discontinue de celle-ci. En effet, la spécification qui consiste à accorder la valeur 1 à une variable au cours du trimestre des élections et des t-1 trimestres précédant et la valeur 0 pour les autres trimestres, n'est pas jugée satisfaisante pour prendre en compte l'incertitude qu'il y a dans la réaction de l'économie face aux manipulations préélectorales. (Grier 1989, William 1990). Toutefois, rien de fondamentalement différent n'a été proposé pour modéliser la variable politique.

Notons quand même que Haynes & Stones (1989), en utilisant une autre méthode arrivent à des résultats plus concluants. Ils ont analysé les mouvements de l'économie en les ramenant à des formes sinusoïdales et ont vérifié que ces formes sont liées aux cycles électoraux. Ils constatent pour les Etats-Unis que le cycle atteignait sa pointe dans le trimestre précédant les élections ; mieux, le chômage continue à décroître jusqu'au trimestre suivant. Toutefois, Drazen (2000), dans sa synthèse, note que les résultats de Haynes et Stones (1989) constituent une exception ; la tendance générale étant au rejet de l'hypothèse de cycles opportunistes dans les performances de l'économie.

Les cycles partisans ont conduit à des résultats beaucoup plus concluants. Alesina, Roubini et Cohen dans l'étude précitée ont montré que des différences significatives de comportement apparaissent trois trimestres environ avant les élections ; lesquelles divergences s'estompent sensiblement au début de l'année de fin de mandat. Ces divergences sont nettement plus fortes en terme de chômage que d'inflation, laquelle est soumise à des influences extérieures. Utilisant une méthodologie analogue à celle de cycles opportuns (forme autoregressive, valeur 1 pour la variable muette lorsqu'il s'agit d'un parti de droite et -1 lorsqu'il s'agit d'un parti de gauche), ils aboutissent à la vérification de l'hypothèse de cycle partisan. Hibbs (1992) et Gärtner (1994) ont par contre cherché à voir s'il existe une différence entre le modèle du partisan et du partisan rationnel. Le principe est de

savoir si les différences liées à la nature du pouvoir sont permanentes ou temporaires. Mais leur conclusion n'a pas été pertinente.

Les manipulations préélectorales des instruments ont été confirmées de façon unanime par les travaux empiriques. A partir d'une estimation en panel avec effets fixes sur 17 pays de l'OCDE, Alesina, Roubini et Cohen (op. cit.) ont montré que les élections affectent significativement le taux de croissance de la masse monétaire. Ils constatent que la croissance de cette dernière devient plus forte un an à un an et demi avant les élections. Ce résultat est d'autant plus intéressant qu'il n'y a pas de différence selon l'idéologie de l'administration au pouvoir. Cette analyse a été confirmée par d'autres, notamment celles de Grier (1989) et de William (1990). Grier effectue sur des données trimestrielles étasuniennes de 1961 à 1982, une autoregression du taux de croissance de  $M_1$  sur le taux de chômage et une variable représentant les échéances électorales. Il trouve que les élections affectent significativement le taux de croissance de la masse monétaire. Comment expliquer de tels comportements alors que dans tous ces pays, les autorités monétaires sont indépendantes du politique ?

L'une des raisons selon Drazen (2000), est que, ne voulant pas être taxées de partisans, les autorités monétaires ne font que suivre dans ces périodes, les politiques budgétaires généralement plus interventionnistes et distributives. Ce qui justifie l'importance des événements politiques dans la conduite des politiques budgétaires.

## **Paragraphe 2 : Implication en terme budgétaire**

Les théories des cycles budgétaires ont reçu de bonnes vérifications empiriques en ce qui concerne les pays de l'OCDE. Mais, l'ampleur des déficits budgétaires enregistrés depuis quelques années par ces pays a centré le débat sur l'analyse des déterminants des déficits budgétaires. L'incapacité des théories traditionnelles (théorie du lissage fiscal, loi de Wagner) à expliquer les évolutions constatées ces dernières années, a conduit à rechercher en dehors du lissage fiscal les explications

des déficits budgétaires persistants. Les arguments sur ce point sont nombreux. Selon Alesina et Tabellini (1995), ils peuvent être regroupés en 6 catégories.

- La théorie de l'illusion fiscale qui se base sur les notions d'illusion budgétaire et de politique de stabilisation asymétrique pour montrer que les hommes politiques profitent de la naïveté des agents pour accroître les dépenses publiques en temps de récession et « oublie » de les réduire lorsque la récession est terminée.

- Le rôle stratégique de l'endettement qui résulte de la volonté d'un gouvernement de lier les mains à son successeur qui a des préférences différentes sur la nature des dépenses publiques (Alesina et Tabellini 1990) ou sur leur montant (Persson et Svensson 1989).

- La théorie de la redistribution intergénérationnelle selon laquelle la dette publique permet de répartir le poids des impôts entre plusieurs générations. Elle peut donc être utilisée par la génération présente pour laisser un héritage négatif aux générations futures. Puisque les électeurs de ces dernières ne peuvent voter et donc choisir leur politique, il y aura une tendance naturelle à l'endettement.

- Les modèles de conflits de générations et de guerre d'usure selon lesquels les déficits sont le résultat de conflits stratégiques entre les partis politiques et les groupes sociaux qui ont sur les décisions du gouvernement une certaine influence au même moment.

- Les modèles de distribution géographique, qui montrent que la base géographique des membres du parlement entraîne des dépenses publiques excessives. En effet, les représentants dont la base électorale est territoriale surestiment les avantages pour leur circonscription des projets publics par rapport à leur coût de financement supporté par la nation toute entière. L'effet agrégé de ces décisions serait une surabondance de projets publics ayant une base géographique déterminée.

- Le dernier groupe de modèles met l'accent sur le rôle des institutions budgétaires définies comme l'ensemble des lois et règlements qui régissent l'établissement, l'approbation et la mise en place des budgets publics.

Parmi les explications théoriques de la persistance des déficits, la plus intéressante est celle de l'approche en terme de délai de stabilisation qui montre comment les querelles entre groupes sociopolitiques peuvent perturber la conduite d'une réforme budgétaire. Alesina et Drazen (1991) proposent un modèle de guerre d'usure qui montre que si un choc permanent perturbe le budget de l'Etat, de sorte qu'avec les taux d'impôts existant un déficit apparaît, la lutte entre les groupes sociaux pour la répartition de la charge fiscale retarde l'adoption d'une politique efficace pour équilibrer le budget. Spolaore (1993) applique le modèle de guerre d'usure aux gouvernements de coalition. Il montre que lorsqu'un choc affecte l'économie, les gouvernements de coalition tardent à s'adapter alors qu'un gouvernement unitaire réagit vigoureusement. La raison est que les différents partis dans une coalition représentent les intérêts d'un électorat différent dont chacun souhaite ne pas être touché par les nouveaux impôts.

Ces différentes théories qualifiées d'économie politique des déficits ont fait l'objet de plusieurs vérifications empiriques dont les plus célèbres sont celles de Roubini et Sachs (1989). Ayant rejeté l'hypothèse de lissage fiscal, ces auteurs trouvent que les déficits budgétaires tendent à augmenter sous les gouvernements de coalition ou les gouvernements minoritaires. Utilisant les moindres carrés ordinaires sur un panel de 13 pays de l'OCDE, ils montrent que les déficits budgétaires dépendent significativement, à côté des variables conjoncturelles, d'un indicateur des institutions politiques, opposant le cas extrême d'un régime présidentiel (ou d'une majorité à un seul parti) à celui d'un gouvernement minoritaire en passant par les deux modalités intermédiaires de coalitions fortes ou faibles. Toutes choses égales par ailleurs, un gouvernement minoritaire pratiquera un déficit 1,5 fois plus élevé que celui d'un gouvernement présidentiel.

La plupart des travaux empiriques qui ont suivi, visent à confirmer ou à infirmer les résultats de Roubini et Sachs (1989). Edin et Ohlsson (1990), en reprenant les mêmes données que Roubini et Sachs (1989), montrent que leurs résultats dépendent plutôt de la spécification de la variable politique. Alors que Roubini et

Sachs utilisent un indice de dispersion du pouvoir politique unique qui prend des valeurs de 0 à 3 selon les types de régimes politiques, Edin et Ohlsson vérifient s'il existe une différence non linéaire entre chaque catégorie de régime. Ils ont donc construit des variables particulières pour chaque catégorie et ont abouti au fait que l'effet politique se limitait uniquement au gouvernement de coalition.

Franzese (1996), dans une étude plus générale, tente de tester les différentes théories explicatives des interactions entre variables politiques et économiques. Utilisant la méthode des moindres carrés pondérés sur un panel de 21 pays de l'OCDE de l'après guerre (1956-1990), il aboutit à des résultats variés. En particulier, si les variables représentant la redistribution intergénérationnelle et l'utilisation stratégique de la dette semblent significatives, elles n'ont pas les signes attendus. Par contre la guerre d'usure et la dispersion géographique des intérêts électoraux ne paraissent pas expliquer significativement le niveau de la dette publique dans ces pays. De même, il montre que l'effet des gouvernements de coalition varie selon les pays ; augmentant les déficits dans des pays comme l'Italie ou les maintenant à un niveau faible dans des pays comme le Swaziland.

Kotin (1997) réexamine les résultats de Roubini et Sachs (1989) et ceux de Franzese (1996). Utilisant les mêmes données, il montre que les résultats de Roubini et Sachs, Edin et Ohlsson sont sensibles d'une part à la codification de la variable politique et d'autre part à la mesure de la variable dépendante (le ratio dette publique / PIB). Pour lui, les gouvernements de large coalition encouragent les forts déficits alors que les gouvernements minoritaires ne contribuent pas à l'augmentation des déficits. Kotin (1997) étend par ailleurs les travaux de Robert Franzese (1996), en ajoutant 2 variables à son modèle : les gouvernements minoritaires et le bicaméralisme. En testant les diverses spécifications du nombre de partis dans une coalition au pouvoir, ces résultats suggèrent que les gouvernements minoritaires n'augmentent pas les déficits budgétaires, pas plus que les autres types de régimes. Mieux, ils tendent à limiter les déficits.

## **Section 2 : La production politique dans les pays en développement et son impact sur l'économie**

L'une des caractéristiques des pays en développement est la nature autocratique de leur système politique qui n'offre le plus souvent que la violence politique (grèves, émeutes, coups d'Etat, etc.) comme moyen d'expression. Même si depuis quelques années, on note une certaine ouverture démocratique, l'économie politique appropriée à ces derniers est particulière. Fondamentalement, le régime politique et l'instabilité politique sont les déterminants majeurs des politiques économiques.

### **Paragraphe 1 : Régimes politiques et performances économiques**

Les travaux portant sur le lien entre régimes politiques et performances économiques sont nombreux, notamment en ce qui concerne la croissance économique. Dans la plupart des cas, ils opposent les dictatures aux démocraties en vue d'apprécier lequel des deux régimes est à même de favoriser la croissance économique. Si d'un point de vue empirique, les différentes études ont abouti à des résultats contrastés<sup>9</sup>, les arguments théoriques ne manquent pas.

Pour les uns (Krueger 1974, Bhagwati 1982), la liberté politique favorise l'éclosion de divers groupes de pression aux intérêts divergents. Ainsi, la mise en place de politiques de redistribution peut conduire à des impasses législatives. La satisfaction des besoins des différents groupes conduira à une augmentation des dépenses de transfert des gouvernements au détriment des dépenses productives. Dans le même ordre d'idée, les sociétés libres sont susceptibles de gonfler les salaires, de favoriser les grèves et autres manifestations avec pour conséquence un faible niveau des investissements, de l'emploi et un bas taux de croissance. Ainsi, les régimes autocratiques, en limitant les comportements de recherche de rente, sont à même de favoriser une croissance économique forte. Dans cette perspective, les pays africains nouvellement indépendants ont opté pour une unification et une

mobilisation de toutes les composantes de la population autour d'un Etat fort dans la lutte contre le sous développement. Cependant aujourd'hui après plusieurs décennies d'expérimentation, les résultats ne sont pas satisfaisants

Aujourd'hui, en Afrique en particulier, l'autoritarisme est présenté comme un facteur de mauvaise politique et de faible croissance. En réponse aux arguments présentés plus haut, Ames (1987) fera remarquer que les régimes autoritaires sont soumis à certains groupes d'intérêts pour se maintenir au pouvoir. Ainsi donc, la lutte pour la redistribution entre les différents groupes socio-économiques peut avoir lieu en l'absence d'institutions démocratiques. Manquant de base populaire, les régimes autoritaires utilisent les politiques économiques pour avoir le soutien des groupes de pression les plus puissants. Le plus souvent, c'est l'élite urbaine qui est visée, puisqu'elle est supposée plus apte à s'organiser et à protester contre les politiques mises en place. Dans le même ordre d'idées, Bates (1981), montre que les groupes ruraux en Afrique, sont lésés dans la redistribution de la richesse nationale parce qu'ils sont généralement éloignés de la capitale et divisés par des considérations ethniques et linguistiques. Les populations urbaines, quant à elles, offrent l'avantage d'être géographiquement concentrées. Cette différenciation selon Bates (1981) permet d'expliquer le biais urbain observé dans les politiques économiques mises en œuvre par les gouvernements africains de la période 1960-1970.

Stasavage (2001) applique la théorie de Bates (1981) aux dépenses publiques d'éducation de certains pays africains. Il remarque que les groupes urbains en Afrique ont en moyenne plus d'années d'études que les groupes ruraux et par conséquent, ils sont plus concernés par les dépenses publiques d'enseignement secondaire et supérieur. Mieux, les étudiants sont historiquement plus aptes à manifester que les autres catégories sociales. Ainsi, il existe une disparité dans les dépenses publiques d'enseignement secondaire et supérieur par rapport à l'enseignement primaire, qui peut s'interpréter comme un biais en faveur de

---

<sup>9</sup> Przeworski et Limongi (1993), Alesina et Perroti (1994) à la suite d'une revue de la littérature sur les régimes politiques et la croissance économique, ont conclu que la démocratie n'augmente, ni ne diminue la croissance économique.

l'élite urbaine que la mise en place d'élections libres permet de corriger. Dans une démocratie en effet, les pressions électorales conduisent les gouvernements à s'intéresser aux groupes les plus démunis mais majoritaires en imposant une limite au pouvoir des puissants groupes minoritaires. Du point de vue méthodologique, Stasavage (2001) utilise les données de panel de 35 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1970-1998 pour apprécier comment les mutations politiques de ces dernières années ont affecté les décisions concernant les dépenses publiques. Ses résultats montrent que lorsqu'il y a élection multipartite, les gouvernements africains ont tendance à accroître leur dépense publique d'éducation et plus précisément, celles d'enseignement primaire. Ces résultats sont d'autant plus robustes qu'il utilise une estimation avec effets fixes et des variables instrumentales en vue d'éliminer les effets potentiels des bailleurs de fond et autres organismes.

Banerji et Ghaneem (1991) utilisent des séries transversales de 90 pays en développement pour examiner le lien entre le type de régime politique, le degré d'ouverture commerciale et le fonctionnement du marché du travail. Utilisant une variante de l'indice de Gastil de la démocratie, ils montrent que les régimes autoritaires sont associés à de fort degré de protection et de répression commerciale. Ces régimes conduisent aussi à de grave distorsions sur le marché du travail.

Les travaux de ce genre sont légion ; mais, ils ne sont intéressants que pour les comparaisons entre pays. Pour les pays pris individuellement, ce sont souvent les effets indirects qui sont étudiés.

## **Paragraphe 2 : L'instabilité politique**

Les difficultés d'évaluation de l'instabilité politique ont orienté la recherche vers les travaux empiriques. Selon Drazen (2000), il existe trois sortes d'instabilité politique. La première met l'accent sur les insatisfactions sociales qui s'expriment à travers la violence politique, les grèves, les émeutes, etc. La seconde considère la fréquence des changements de gouvernement. La dernière, enfin, est reliée à la



sauvegarde des droits de propriété. Si pour des raisons structurelles<sup>10</sup> la forme la plus rencontrée est celle qui a rapport aux insatisfactions sociales, les trois formes n'en sont pas moins liées. Ainsi, les mouvements de protestations influencent la durée de vie d'un gouvernement aussi bien en dictature qu'en démocratie. De même que les dérives en matière de sauvegarde de droit propriété dépendent de la confiance du peuple en ses dirigeants et donc des menaces qui pèsent sur ces derniers.

Les travaux concernant l'instabilité politiques ont suivi deux directions : d'une part, l'analyse des déterminants de l'instabilité politique et d'autre part, le lien entre l'instabilité politique et les autres déterminants de l'activité économique. La première orientation montre que ce sont les facteurs économiques qui sont à la base de l'éruption de la violence politique. On peut citer entre autres, la mauvaise redistribution de la richesse nationale qui entraîne un accroissement de la pauvreté (Londregan et Poole 1990) et qui justifie une utilisation plus efficace des dépenses publiques (Azam, Berthélemy et Calipel, 1996).

Les effets directs de l'instabilité politique sont évidents en cas de guerre ou de troubles généralisés puisque l'activité économique est arrêtée. Mais lorsqu'elle est plus circonscrite, les effets passent en grande partie par la politique économique. Pour Arcand, Guillaumont et Guillaumont (2000), l'instabilité politique *“crée une pression sur les finances publiques en raison de l'accroissement des dépenses de sécurité, des dépenses destinées à récompenser les soutiens ou à apaiser les oppositions. Elle freine les réformes structurelles, par crainte de voir exploiter les mécontentements de ceux qui perdent leur rente. Elle engendre enfin auprès des investisseurs potentiels une perception défavorable quant à la capacité du pays à mener une politique économique dans un cadre stable garantissant les droits de propriété.”*

Du point de vue empirique, les travaux portant sur les interactions entre l'instabilité politique et les performances économiques sont divers et dépendent de la méthodologie adoptée, notamment dans l'évaluation de l'instabilité politique. La méthode la plus souvent employée est celle qui consiste à quantifier l'instabilité

---

<sup>10</sup> Nature autocratique des systèmes politiques.

politique par un indice composite. Un indicateur est ainsi construit par la méthode des composantes principales, à partir de l'observation directe de l'occurrence des troubles de diverses natures. Cette méthode, initiée par Hibbs (1973), a permis à plusieurs auteurs de mettre en exergue le rôle négatif de l'instabilité sur l'épargne (Venerie et Gupta 1986), sur l'investissement (Ben Habib et Spiegel 1992) et sur la dette publique (Ozler et Tabellini 1992). Cependant, cette méthode présente l'inconvénient de dépendre fortement du poids accordé à chaque composante. Ainsi, la principale critique faite aux travaux de Venerie et Gupta (1986) est le poids excessif accordé à la variable représentant le régime politique et qui fait de l'indicateur construit, un indice de classification des régimes politiques de chaque pays.

Azam, Berthélemy et Calipel (1996) ont proposé une démarche en terme de probabilité de troubles politiques. Après avoir étudié, par un modèle probit, les facteurs qui déterminent l'instabilité politique, ils ont analysé les effets de l'instabilité sur la croissance. A partir de l'estimation d'une fonction d'instabilité politique sur les séries temporelles de 23 pays de l'Afrique subsaharienne de la période 1975-1990, ils ont montré que les dépenses publiques de santé et d'éducation réduisent le risque politique alors que les dépenses militaires l'accroissent. L'instabilité politique approchée ici par la probabilité de troubles, affecte significativement et de façon négative la croissance. La pertinence d'une telle mesure suggère que c'est plutôt le climat de risque politique qui affecte la croissance et non l'occurrence des événements.

Fosu (1992) examine, avec des données transversales sur 31 pays africains, l'effet de l'instabilité politique sur la croissance en tenant compte des facteurs de production et des exportations. L'instabilité politique, modélisée ici suivant la technique des variables qualitatives qui affecte une note de 1 en cas d'occurrence des événements et de 0 dans le cas contraire, a un effet négatif significatif. Ce résultat serait dû à une réduction de la qualité des facteurs de production, notamment à un effet de fuite du capital humain.

Gymah-Brempong (1995) reprend la même étude avec un panel de 38 pays africains sur la période 1975-1988. Il tient compte non seulement de l'instabilité politique mesurée par les changements ou tentatives de changements de régimes (coups d'Etat, complots), mais aussi des facteurs qui n'affectent que les élites (grèves et autres manifestations). Il étudie les interactions entre instabilité et progrès économique à travers un système d'équations expliquant simultanément l'épargne, l'investissement, la croissance et l'instabilité politique elle-même. Les résultats vont tous dans le bon sens, sauf qu'ils négligent l'influence des politiques économiques mises en place.

Dessus, Lafay et Morisson (1997) ont construit un modèle macroéconomique pour décrire les interactions entre des variables politiques et économiques ainsi que leurs impacts sur les programmes de stabilisation en Afrique. Leur modèle comporte trois blocs dont un bloc politique qui traite des déterminants des troubles sociaux (manifestations et grèves) et des coups d'Etat (considérés quand même comme exogènes) et un bloc gouvernement qui décrit les réactions des gouvernements face à ces événements. Après avoir construit une base de données politico-économiques pour 23 pays africains, leur estimation révèle que les instruments de politique macro-économique répondent aux objectifs politiques des gouvernements qui doivent arbitrer entre des pressions politiques internes et externes opposées. Les simulations réalisées montrent l'importance de la prise en compte des réactions sociopolitiques dans la définition des politiques économiques pour établir des programmes de stabilisation efficaces.

L'étude la plus complète porte sur la Turquie où Tutar et Tansel [2000] testent l'existence de cycles politiques et les effets des coups d'Etat et des guerres sur les déficits budgétaires. En utilisant des données annuelles (1960-1996), trimestrielles (1983-1997) et mensuelles (1990-1997) pour régresser un certain nombre de variables sur le ratio déficit/PNB, ils aboutissent à des résultats variés. Les données annuelles montrent que le nombre de partis dans une coalition gouvernementale et la multiplicité des institutions budgétaires augmentent les déficits, alors que les élections n'ont pas un impact significatif. Cependant, les

coups d'Etat, les chocs pétroliers, le terrorisme et la guerre à Chypre ont un effet négatif. Les données semestrielles dévoilent que le nombre de partis dans la coalition gouvernementale, la dispersion du pouvoir budgétaire affectent faiblement le budget. Les données mensuelles indiquent par contre que les élections augmentent significativement les déficits. Leur analyse révèle, aussi à partir des données mensuelles et trimestrielles, l'existence de cycles politico-économiques sur la période 1990-1996. Ils mettent par ailleurs en exergue la nécessité de réduire la dispersion du pouvoir budgétaire et de limiter les dépenses publiques.

## Chapitre 3 : ANALYSE EMPIRIQUE

Dans ce dernier chapitre nous procéderons à une analyse empirique en vue de tester les hypothèses et d'élaborer quelques recommandations de politique économique. Pour ce faire, présentons d'abord la démarche méthodologique.

### Section 1 : Méthodologie.

La démarche méthodologique consiste en la présentation du modèle et la définition des variables.

#### Paragraphe 1 : Le modèle et le choix des variables

Notre objectif est d'analyser le rôle des facteurs socio-politiques dans la conduite de la politique budgétaire au Bénin à la lumière de la théorie des cycles politico-économiques. De façon générale, l'étude économétrique des modèles politico-

économiques se fait par l'autoregression d'une variable représentative des performances économiques sur un petit nombre de variables exogènes y compris la variable politique. Il s'agit donc selon Drazen (2000), d'estimer une équation de la forme suivante :

$$Y_t = \sum_{i=1}^s a_i Y_{t-i} + b_0 + \sum_j b_j x_{jt} + PDUM_t + \varepsilon_t$$

Où :

$Y_t$  est la variable représentant le déficit budgétaire,

$x_{jt}$ , d'autres variables économiques (variables de contrôle)

$PDUM_t$  une variable politique.

Notre analyse s'inspire de l'approche structurelle des déficits développée par Alesina, Roubini et Cohen (1997) à partir des travaux de Roubini et Sachs (1989). L'intérêt de cette approche est de pouvoir apprécier l'effet des variables sociopolitiques dans le cadre général de la théorie du lissage fiscal. Compte tenu

des spécificités du système politique du pays (absence de polarisation politique), nous négligerons les effets de coalition. Nous capterons par contre l'effet des différentes manifestations sociales qui ont jalonné le parcours politique du pays.

La spécification retenue intègre comme variable dépendante le déficit budgétaire courant (DB) alors que les variables explicatives sont de 2 types : les variables purement économiques et les variables qualitatives. Les variables explicatives sont les suivantes :

- les valeurs retardées de la variable dépendante ( $DB_{t-i}$ )

Cette variable permet de mesurer la vitesse d'ajustement des déficits et l'influence des conditions initiales. Pour Schuknecht (1996)<sup>11</sup>, cette vitesse est généralement faible pour les pays en développement . Ce qui signifie que les déficits présents sont fortement expliqués par les décisions passées en matière budgétaire. Ils est donc à espérer que ces variables influencent positivement le déficit.

- Le PIB réel (PIBr)

De façon unanime, il est l'indicateur par excellence des conditions économiques générales d'un pays. Une augmentation du PIB devrait accroître les recettes publiques par le biais de la fiscalité ; ce qui devrait, toutes choses égales par ailleurs, réduire les déficits budgétaires.

- Les troubles sociaux (TROU)

Par cette variable, nous prendrons en compte les grèves et autres mouvements de contestation sociale. Les manifestations et les grèves sont des réactions de court terme à des mesures restrictives adoptées par l'Etat. Leur intensification signifie donc une fragilisation de ce dernier. Traditionnellement, une généralisation des insatisfactions sociales poussera le gouvernement à accroître les dépenses de répression, à rechercher des soutiens à travers le financement des contre-manifestations, où alors à la satisfaction des revendications des groupes de

---

<sup>11</sup> Schuknecht, Ludger (1996) cité par Tutar et Tansel [2000]

contestation. Dans tous les cas, il sera amené à adopter des mesures plus expansives.

- Les élections (ELEC)

C'est la variable centrale du modèle. Elle permettra de tester l'éventualité d'un cycle politique dans la gestion budgétaire au Bénin. Théoriquement, des mesures expansionnistes seront adoptées dans les périodes préélectorales et seront lissées après les élections. Dans ces conditions, on ne peut définir a priori un signe pour la corrélation entre cette variable et le déficit budgétaire.

- L'ajustement structurel (AJUST)

L'ajustement structurel préconise un assainissement des finances publiques. Elle constitue un ensemble de mesures économiques et institutionnelles limitant la volonté expansionniste des autorités politiques et peut expliquer l'absence éventuelle de cycles politico-économiques.

- L'instabilité politique (INSTA)

Elle représente ici, les différentes tentatives de changement de régime, ou autres manœuvres qui alourdissent l'environnement politique. Elle constitue ainsi un aspect de la vie politique sous les tropiques mettant en jeu des considérations à la fois ethniques, religieuses et autres. Elle est positivement corrélée au déficit.

La spécification du modèle est donc la suivante :

$$DB_t = \sum_{i=1}^s a_i DB_{t-i} + \delta_0 + \delta_1 CROI_t + \delta_2 TCHO_t + \delta_3 TIRC_t + \delta_4 TROU_t + \delta_5 ELEC_t + \delta_6 AJUST_t + \delta_7 INSTA_t$$

## **Paragraphe 2 : Source et méthode d'évaluation des données**

La significativité d'une analyse économétrique dépend avant tout de la fiabilité des données. C'est pourquoi dans ce paragraphe nous décrirons non seulement les sources, mais aussi les méthodes d'obtention des données utilisées.

## **2-1 : Les sources des données et la période de l'étude.**

Notre analyse porte sur la période 1970 à 2001. Le choix de cette période se trouve justifié par plusieurs raisons. Pour certains, la période d'avant 1970 ne représente qu'une continuation de la politique économique coloniale. C'est la période de mise en place des institutions de gestion budgétaire avec tous les biais qu'elle comporte. De plus, il y a aussi la grande difficulté de retrouver les archives liées à cette période.

En ce qui concerne les finances publiques, les données brutes n'ont commencé par être répertoriées qu'à partir de 1985, année de construction des premiers TOFE. Les données relatives aux autres périodes ont été reconstituées à partir des archives des différentes directions du ministère des finances ( Douane, Trésor, Impôt et Domaines) et à partir des mémoires et autres documents scientifiques.

Les données sur le PIB sont disponibles au niveau de l'Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique (INSAE) et des Statistiques Financières Internationales du FMI. Quant aux variables socio-politiques, leur évaluation repose sur une appréciation personnelle des évènements.

## **2-2 : Les méthodes d'évaluation**

La méthode d'évaluation varie suivant la nature des variables et leurs utilisations.

### **- les Elections**

La modélisation de cette dernière dépend de l'hypothèse adoptée : cycles opportuns ou partisans. Dans le cas du Bénin, l'hypothèse la plus plausible est celle du cycle opportun. La variable élection sera construite ici de deux manières.

D'une part, nous considérerons une variable « élection 1 » (ELEC1) pour appréhender les effets expansif et récessif attendus des cycles. Nous postulons une expansion en  $t-1$  si les élections ont lieu entre le premier et le quatrième mois de l'année  $t$ . Il y aura contraction dans la même année si les dites élections ont lieu



dans les 2 premiers mois, et l'année suivante dans les autres cas. Notre variable prendra donc les valeurs 1 (expansion), -1 (récession) et 0 dans tous les autres cas.

Nous introduirons ensuite une variable «élection 2» (ELEC2) pour tester l'absence de contraction. C'est donc une variable qui prendra la valeurs 1 en cas d'expansion et 0 dans les autres cas.

La méthode ainsi décrite, s'appliquera aussi bien aux élections de la période révolutionnaire qu'aux élections législatives et présidentielles de la période du renouveau démocratique.

- Les troubles sociaux.

L'isolement des troubles sociaux des autres formes d'insatisfactions répond au souci de distinguer l'effet propre de la société civile de celui de la sphère politique. L'évaluation des troubles sociaux se fait traditionnellement par la méthode classique des variables qualitatives. Il s'agit donc d'attribuer la valeur 1 à la variable pour les années où il y a manifestations sociales et 0 pour les autres années. Mais, cette méthode ne permet pas de prendre en compte l'ampleur des chocs. Il est évident que toutes les manifestations n'ont pas la même ampleur et le gouvernement fait un arbitrage entre l'indifférence, la diversion ou la répression et la prise de mesures expansives. C'est pourquoi, nous l'évaluons ici par le nombre de jours de grève dans l'année.

- l'Instabilité politique

L'évaluation de l'instabilité politique dépend de la définition adoptée. Dans le cas de notre travail, nous sommes obligés de nous limiter aux changements de gouvernements et de présidents de la République. A défaut de pouvoir procéder à l'analyse en composante principale la variable sera mesurée le nombre annuel de changement de gouvernements et de Présidents.

Les autres variables à savoir, l'ajustement (AJU) sont traités par la technique usuelle des variables qualitatives.

## **Section 2 : Présentation et analyse des résultats**

Notre objectif est d'apprécier l'impact des facteurs sociopolitiques sur la conduite de la politique budgétaire à travers l'estimation d'un modèle autorégressif. Dans cette section, nous présenterons les principaux résultats de nos estimations et leurs justifications.

### Paragraphe 1 : Présentation des résultats

La démarche pour l'estimation de tout modèle autorégressif suit les trois étapes que sont : l'étude de la stationnarité, la détermination du nombre de retards et l'estimation proprement dite.

#### 1-1 : Les tests de stationnarité

Conformément aux développements récents dans l'analyse des séries temporelles, l'étude de la stationnarité constitue un préalable à toute estimation économique. La détection de la stationnarité d'une série est faite à partir de l'étude des fonctions d'auto corrélation ou de leur représentation graphique appelée corrélogramme. Toutefois, depuis les travaux de Nelson et Plosser (1985)<sup>12</sup>, il est apparu que la non stationnarité est souvent caractérisée par la présence de racine unitaire dans les séries. Plusieurs stratégies de test sont proposées dont celle de Dickey Fuller Augmenté (ADF).

Les principaux résultats de l'application des tests ADF sur les variables quantitatives du modèle sont exposés dans le tableau n°2 présentant l'ordre d'intégration des séries. Le détail des feuilles de décision et la stratégie utilisée sont présentés en annexes.

**Tableau n°2 : Résultat des tests de stationnarité**

Série	DB	PIBr	TROU	INSTA
Ordre d'intégration	1	0	0	0

Source : L'auteur

<sup>12</sup> cité par Abiassi S. J. et Bello A.R. (2001), « Taux de change réel et croissance économique au Bénin ; une approche par la cointégration », mémoire de maîtrise, UNB, Bénin.

Du tableau n°2, il ressort qu'en dehors de la variable dépendante, toutes les variables sont stationnaires en niveau. Ce qui autorise l'utilisation des méthodes classiques d'estimation.

### 1-2 : Détection du nombre de retards

Le cadre de référence dans l'analyse des cycles politico-économiques étant l'estimation d'une fonction autorégressive, la deuxième étape de notre travail a consisté à la définition d'un décalage approprié pour la variable dépendante. La procédure utilisée repose sur les critères de Akaike et de Schwarz. Il s'agit d'estimer le modèle pour un ordre croissant de retard allant de 0 à h (h étant le nombre maximal de retard admissible). Le retard p qui minimise chaque critère est retenu.

Les résultats des tests de Akaike et de Schwarz sont présentés dans le tableau N°3 suivant.

**Tableau n°3 : Résultat des tests de Akaike et de Schwarz**

Nombre de retard	Akaike	Schwarz
0	9.243966	9.518792
<b>1</b>	<b>8.371967</b>	<b>8.652206</b>
2	8.798978	9.079218
3	9.237160	9.520048
4	9.271997	9.557469
5	9.321078	9.609042
6	9.365779	9.656109
7	9.409439	9.701969

Source : l'auteur

L'analyse du tableau révèle que le retard 1 est celui qui minimise les deux fonctions. L'équation retenue dans nos estimations est donc sous une forme une autorégressive d'ordre 1.

### 1-3 : Estimation proprement dite.

La méthode d'estimation retenue est celle des moindres carrés ordinaires. Différentes variantes du modèle sont estimées compte tenu de nos hypothèses. Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau n°4 ci-dessous.

Les chiffres entre parenthèses sous chaque coefficient correspondent à la probabilité pour que ce coefficient soit égal à 0. Les tests de Fisher (F-stat) vérifient la significativité globale des modèles. La statistique de Breusch et Godfrey (LM) teste l'auto corrélation des résidus et celle de White l'homoscédasticité des résidus. Le ARCH test vérifie s'il n'y a pas de problème joint d'homoscédasticité et d'auto corrélation de résidus.

Tableau n°4 : Résultat des estimations

Variable dépendante : Déficits budgétaire (DB)

Variables endogènes	Equation 1	Equation 2	Equation 3	Equation 4	Equation 5
DB (-1)	0.709932* (0.0000)	0.682928* (0.0000)	0.662672* (0.0000)	0.72925* (0.0000)	0.786954* (0.0000)
PIBR	0.023766* (0.0418)	0.021711** (0.0583)	0.020545** (0.0661)	0.028833* (0.0178)	0.034011* (0.0078)
ELECP1	9.679689 (0.2000)				
ELECL1	-0.661486 (0.8993)				
ELECP2		20.81498* (0.0435)	22.29413* (0.0345)	21.10363* (0.0385)	27.11864* (0.0152)
ELECL2		-0.497132 (0.9485)			
TROU			0.150854 (0.5441)	0.072593 (0.7657)	0.236776 (0.3773)
INSTA				-5.468059** (0.0942)	-5.604493** (0.0817)
AJUST					-12.21969 (0.1689)
R <sup>2</sup> Ajusté	0.648857	0.679993	0.684356	0.745463	0.717254
F-stat	19.47843 (0.000001)	22.24933 (0.000000)	22.68128 (0.000000)	19.03652 (0.000000)	16.22045 (0.0000)
LM	0.412530 (0.666398)	0.962577 (0.395615)	1.750277 (0.194350)	1.560014 (0.230703)	0.467230 (0.632555)
White	3.881252 (0.005452)	2.609099 (0.043222)	1.010399 (0.449730)	1.225625 (0.331744)	1.170669 (0.364488)
ARCH	0.427308 (0.666398)	0.982316 (0.330116)	0.813292 (0.374841)	1.163206 (0.290006)	1.418970 (0.243573)

NB : Les signes \* et \*\* indiquent respectivement, la significativité des variables à 5% et à 10%.

Source : L'auteur.

Les modèles 1 et 2 vérifient l'impact des élections sur les déficits budgétaires. Il ressort de ces derniers que seules les élections présidentielles (ELECP2) ont un effet significatif sur le déficit. L'hypothèse de contraction des déficits est rejetée par la non significativité de la variable ELECP1. Ces modèles sont globalement significatifs, mais, ils souffrent des problèmes d'homoscédasticité (Probabilité du test de White < 5%). Seules les variables significatives sont donc choisies pour le reste des estimations.

L'introduction des troubles sociaux et de l'instabilité politique permet de saisir l'effet des insatisfactions sociales sur le budget (équations 3 à 5). D'un point de vue statistique, ces modèles aussi sont globalement significatifs. Ils ne souffrent ni de problèmes d'homoscédasticité ni de problèmes d'auto corrélation des résidus, ce

qui dénote de la qualité des régressions. Seulement, le test de Student révèle que l'instabilité politique n'affecte significativement le déficit budgétaire qu'à 10% ; alors que les troubles sociaux ne paraissent avoir aucun impact.

Dans toutes les équations, l'importance relative du R<sup>2</sup> ajusté (supérieur à 0.60) montre que les variables retenues expliquent une bonne partie du déficit budgétaire.

## **Paragraphe 2 : Analyse des résultats**

La synthèse des résultats telle que présentée dans le tableau précédent appelle quelques observations.

Le caractère structurel des déficits budgétaires au Bénin se trouve confirmé par la robustesse statistique de la variable DB(-1). Il apparaît que le déficit de la période précédente contribue à creuser le déficit courant. Cette situation confirme la lenteur du processus d'ajustement constatée au niveau des pays plus développés (Sckunecht 1996, Tutar et Tansel 2000). Elle s'explique par la nature des dépenses budgétaires composées en grande partie des dépenses de personnel (43% en moyenne des dépenses courantes de ces dernières années, Cf. Chapitre 1).

Le PIB réel évolue de façon positive avec le déficit du budget. Ce résultat peut paraître paradoxal à première vue, dans la mesure où une augmentation du revenu national devrait signifier une augmentation des recettes du fait de l'expansion des activités économiques. Mais, l'Etat béninois, à l'instar de beaucoup d'Etats de pays en développement, est dans un besoin permanent de ressources. La faiblesse de l'épargne nationale le rend sensible aux exigences des bailleurs de fonds internationaux qui font de la solvabilité de l'Etat un des critères principaux d'octroi de financement. L'amélioration des performances économiques de ces dernières années aurait donc permis à l'Etat béninois de mobiliser beaucoup de ressources extérieures afin de financer ses programmes de développement. Ce qui est confirmé par l'évolution constatée au niveau du financement des déficits. Basé sur les concours de la BCEAO et l'utilisation des arriérés dans les années 1980, le

financement des déficits est assuré depuis 1990 à plus de 100% par l'extérieur (Voir tableau n°6 suivant).

**Tableau n°5 : Contribution de l'extérieur au financement de l'économie béninoise**

Années	1993	1994	1996	1998	1999	2000	2001	2002
Financement extérieur/ Financement total (%)	112,7	120,4	126,8	179,9	172,7	87,0	216,8	86,2

Source : DP/MFE

Le rôle des élections semble ici se confirmer ; même si l'hypothèse d'une contraction est rejetée. La valeur élevée du coefficient démontre l'importance des manipulations préélectorales. L'absence de contraction après les élections constitue un indicateur de la nature des mesures adoptées. En effet, le souci des différents gouvernements en période préélectorale a été « d'acheter une clientèle ». Ces périodes sont des époques où l'essentiel des revendications des travailleurs sont satisfaites. C'est aussi souvent la période de lancement de nouveaux projets et de réception de nouvelles infrastructures. Si, les salaires des fonctionnaires ont été accrus de 5% en 1995, le budget de 2000 a été marqué par l'octroi de subvention à la presse privée, la provision d'un fonds pour les indigents, la gratuité de l'école primaire pour les filles et d'autres mesures sociales. Ainsi, le renouveau démocratique apparaît comme une explication importante dans la relative explosion des déficits constatée dans les années 1990 (cf. Chapitre 1) Ce qui dans une certaine mesure confirme les résultats de Bates (1981) et de Stasavage (2001) qui montrent que la mise en œuvre d'élections libres se traduit par un accroissement de la part des ressources accordées aux populations délaissées auparavant.

Les troubles sociaux sont mesurés par le nombre de jours de grèves. Ils ont un impact positif mais non significatif sur le niveau du déficit courant. D'un point de vue théorique, les grèves et autres manifestations sociales peuvent affecter les variables budgétaires à travers deux canaux : la réduction des recettes à cause du ralentissement des activités économiques et un accroissement des dépenses parce qu'elles sont souvent la conséquence de la non satisfaction des revendications

sociales. Si l'effet sur les recettes peut être marginal, compte tenu de la structure de ces dernières, leur impact sur les dépenses n'est pas à négliger. Seulement, la complexité de la procédure budgétaire<sup>13</sup> ne permet pas souvent une augmentation des dépenses en cours d'exercice. C'est pourquoi, on assiste souvent, à défaut d'une répression des mouvements, à des promesses non tenues ou alors à un réaménagement dans les grandes masses budgétaires. Certaines dépenses sont donc supprimées eu égard au poids des groupes sociaux bénéficiaires.

L'instabilité politique, quant à elle, est mesurée par la fréquence de changement de gouvernement et de Président de la République. Elle contribue à une réduction des déficits mais seulement à 10%. Ce résultat illustre l'un des déterminants importants des crises politiques dans le pays. Aussi, l'histoire politique présentée dans le chapitre 1, révèle t-elle une relation étroite entre crises politiques et économiques. Les crises politiques surviennent, généralement, à la suite de grandes difficultés économiques et conduisent le plus souvent à des changements de gouvernement. Par exemple, les faibles performances de l'économie en 1971, matérialisées par un taux de croissance de -1.5%, ont débouché sur le processus révolutionnaire de 1972. De même, la situation économique en 1989 a conduit à l'apostasie du régime politique de l'époque. Les gouvernements de crise bénéficient souvent du soutien populaire qu'il faut pour mettre en œuvre des mesures restrictives.

Par ailleurs, tout changement de gouvernement accroît la situation d'incertitude qui entoure sur le pays, notamment en ce qui concerne les orientations politiques. Ce qui met les investisseurs privés en situation d'attente et ralentit les activités économiques.

L'ajustement structurel est la dernière variable étudiée. Elle contribue à une réduction des déficits ; mais, son effet n'est pas significatif. Ce résultat consacre les mutations successives qu'a connues les programmes d'ajustement structurel, appliqués dans les pays en développement ces dernières années. Au début, les

---

<sup>13</sup> Selon les principes classiques des finances publiques, toute augmentation de dépenses ou de recettes devra faire l'objet d'une autorisation au niveau d'un parlement aux intérêts souvent divergents.



programmes de stabilisation étaient centrés sur des aspects purement économiques avec pour objectif principal, la réduction des déséquilibres macroéconomiques. Mais, face à la paupérisation croissante des populations, elles ont évolué vers la prise en compte des problèmes sociaux. Le Bénin, depuis la fin des années 1980 a signé quatre programmes d'ajustement structurel avec les institutions de Bretton Woods. Le premier avait pour objectif la correction des déséquilibres économiques issus de la crise de 1989. Le second avait pour finalité l'amélioration de la croissance économique et la restructuration de l'appareil productif. Les troisième et quatrième visent une diminution de la dépendance extérieure, la réduction de la pauvreté et la protection des groupes sociaux les plus défavorisés. Ces différentes évolutions se sont traduites au niveau des finances publiques par une réorganisation des dépenses plutôt qu'une réduction drastique de celles-ci.

Au total, l'analyse économétrique confirme l'importance de certains facteurs socio-politiques dans la détermination des déficits budgétaires, on peut donc en tirer plusieurs enseignements.

### **Section 3 : Implications et Recommandations de politique économique**

Les résultats auxquels nous venons d'aboutir, soulèvent plusieurs questions tant sur le plan théorique que sur celui de la mise en œuvre des politiques économiques. Ce sera l'objet de cette deuxième section.

#### **Paragraphe 1 : Implications**

Les implications de ce travail sont de deux ordres. La première est celle de l'identification de la composante du budget la plus affectée. Quant à la seconde, elle a rapport à l'efficacité des programmes de stabilisation mis en œuvre dans le pays depuis plus d'une décennie.

## 2-1 : Les mécanismes de transmission

D'un point de vue théorique, un gouvernement a le choix entre une augmentation des dépenses et un assouplissement de la législation fiscale pour infléchir sa politique budgétaire. Cependant, dans le cas béninois, l'évolution des recettes décrites au chapitre 1 n'autorise pas la vérification de la deuxième hypothèse. En effet, il apparaît que l'Etat béninois tire très peu de ressources de la gestion des domaines publics et privés. Le pays ne disposant pas de revenus miniers ou pétroliers, les différents efforts se sont concentrés sur un accroissement des recettes fiscales. A cet effet, les principales mesures prises ont consisté en l'allègement et en la simplification de la législation fiscale et à l'élargissement de la matière imposable. Mieux, l'harmonisation de la législation fiscale, enclenchée depuis 1998 dans le cadre de l'UEMOA, interdit toute politique opportuniste.

Le principal canal de manipulation du budget est donc les dépenses publiques. Selon Rogoff et Sibert (1988), les dépenses publiques sont le moyen le plus efficace pour tout gouvernement de prouver sa capacité à satisfaire les besoins des populations. Dans le cas du Bénin, la structure des dépenses révèle une modification progressive de leur répartition au profit des dépenses de transfert et d'investissement, réputées pour leur effet direct sur le bien être des populations ( voir tableau n°7).

**Tableau n°6 : Décomposition économique des dépenses publiques (%)**

Années	1987	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1999	2000	2001	2002
Masse salariale	40	37	38	37	35	28	24	26	22	24	25
Transferts courants	12	10	9	11	10	11	12	13	11	13	13
Autres dépenses	16	10	10	10	12	13	17	19	24	23	18
Investissements	25	28	28	23	27	33	35	34	36	30	28
Intérêts	7	16	14	19	15	16	13	6	5	4	4
Dépenses totales	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source :DP/MFE.

## **2-2 : L'efficacité des programmes d'ajustement**

D'un autre côté, cette étude apparaît comme une confirmation des arguments avancés dans le cadre des travaux sur la faisabilité politique des programmes de stabilisation et qui concernent les succès mitigés de ces derniers. En effet, comme nous l'avions montré dans la revue de la littérature, les préférences des dirigeants politiques et les pressions des groupes sociaux obligent les gouvernements à adopter des politiques de déficit et d'endettement non soutenables. Dans ces conditions, les plans d'ajustement et plus généralement, les interventions extérieures devraient permettre d'assurer une gestion objective de l'économie à travers la limitation des comportements de recherche de rente. Cependant, au milieu des années 1980, de nombreux programmes de stabilisation ont dû être arrêtés parce que perturbés par de graves troubles sociaux. Il a donc été reconnu que ces mesures peuvent entraîner des réactions violentes de la part de différents groupes sociaux. Des pressions politiques vont alors naître pour influencer le processus de décision. Ce qui a conduit Dessus et al (1998) à reconnaître que la condition « sine qua non » de la réussite des plans de stabilisation est la prise en compte de l'environnement dans lequel ils sont appliqués. C'est pourquoi, les principales recommandations formulées à l'issue de ce travail vont dans le sens d'une amélioration de l'environnement politico-institutionnel du Bénin.

### **Paragraphe 2 : Recommandations de politique économique**

Les résultats auxquels nous venons d'aboutir indiquent que la réalisation des déficits budgétaires répond à des motifs politiques. Ces déficits passent par une augmentation des dépenses notamment celles de transfert et d'investissement. Cette situation traduit en partie la passivité des contraintes institutionnelles qui devraient garantir une gestion rigoureuse de l'administration publique. C'est pourquoi, les recommandations formulées se rapportent à la poursuite des réformes budgétaires, à un meilleur contrôle de l'action gouvernementale et à la promotion de la bonne gouvernance.

## 2-1 : Poursuite des réformes budgétaires

Le domaine budgétaire a connu des réformes qui ont profondément modifié les pratiques en matière de gestion des finances publiques. Ces réformes sont dictées par un souci d'efficacité, de réalisme et de transparence. Les mesures relatives au budget ont consisté à la réduction des dépenses primaires, la masse salariale en particulier, et à l'élargissement de la base fiscale. Ceci devrait permettre à l'Etat d'avoir une plus grande disponibilité financière pour financer le développement. Ces différentes réformes se sont traduites par une augmentation de la pression fiscale alors que les taux de réalisation des objectifs fiscaux peinent à atteindre les 100%<sup>14</sup>. Les mesures de renforcement de l'administration fiscale mises en œuvre depuis 1999 et qui consistent à l'intensification de la lutte contre la corruption et à l'informatisation des opérations fiscales, devraient donc être poursuivies.

## 2-2 : Application effective des mécanismes de contrôle endogène

Depuis son indépendance, le Bénin continue d'appartenir au groupe des pays les plus pauvres. L'un des principaux facteurs de l'échec des politiques de développement mises en œuvre est la mauvaise gestion des ressources nationales. Cette mauvaise gestion était due à la domination de toute la sphère économique par les administrations au pouvoir. Ce qui s'est soldé par un contrôle inefficace de leur action. Les programmes de stabilisation initiés dès le début des années 1980 constituent une avancée importante dans la surveillance des politiques mises en place. Mais, ils ne sont pas souvent acceptés par les populations. C'est pourquoi, il convient de mettre en place des mécanismes endogènes de contrôle.

Au Bénin, la constitution du 11 décembre 1990 a apporté un début de solution à cette situation avec la dotation de l'Assemblée Nationale d'un certain nombre de prérogatives en matière de législation et de contrôle.

---

<sup>14</sup>D'après la Présidence de la République (1999), le taux de pression fiscale a été évalué à 14.78% en 1998 ; ce qui fait du Bénin le troisième pays le plus fortement taxé après la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Quant au taux de réalisation des recettes, il a été évalué à 71% en moyenne des prévisions de l'année 1999, avec des taux restants autour de 66% pour certaines administrations.

La fonction de législation consiste pour l'autorité souveraine à prendre l'initiative des lois, à les discuter et à les voter. L'initiative des lois appartient concurremment au Président de la République et au parlement. Le Président de la République initie des projets de lois et le parlement, des propositions de lois. Dans la réalité, l'Assemblée Nationale peine à mettre en œuvre ses prérogatives en matière d'initiative de lois. De la première législature (1991-1995) à la troisième (1999-2003), peu de propositions de lois ont été initiées par le parlement. D'après le PNUD (2000), sur un total de 421 lois étudiées, 47 émanaient du parlement.

Les mêmes difficultés sont relevées au niveau du contrôle de l'action gouvernementale. Les moyens de contrôle prescrits en matière de finances publiques sont le vote de la loi des finances et le suivi des opérations budgétaires. L'Assemblée Nationale lors du vote de la loi des finances vérifie et apprécie l'application faite des autorisations de recettes et de dépenses délivrées par elle au titre de l'exercice précédent. De même, elle amende les prévisions budgétaires soumises par le gouvernement pour l'année à venir. Elle peut aussi interpellier le gouvernement, monter des commissions d'enquête et de vérification de l'action gouvernementale. Toutefois, les mêmes difficultés sont relevées ici aussi. Sur les trois législatures, il n'y eu que 58 questions écrites, 38 questions orales, 3 cas d'interpellation et 11 commissions d'enquête sans résultats probants (PNUD op. cit.).

La raison de cette faible efficacité est le manque de personnel d'appuis compétent pouvant aider les députés dans leurs tâches. C'est pourquoi, il serait intéressant de doter le parlement des ressources humaines, techniques et matérielles nécessaires à l'exercice de leurs fonctions constitutionnelles.

A ce propos, il convient de signaler que le parlement béninois est doté depuis 2001 d'une Cellule d'Analyse Economique qui fait un travail appréciable en matière de formation des députés aux techniques budgétaires et économiques. Toutefois, il nécessaire de renforcer son action en vu de doter chaque député ou au moins chaque groupe parlementaire d'unité de réflexion autonome afin de diversifier les sources d'analyse.

### **2-3 : Renforcement de la gouvernance économique.**

La bonne gouvernance constitue un impératif aujourd'hui pour l'Etat afin de développer les activités économiques nationales et d'assurer une mobilisation accrue des ressources extérieures. Elle oblige l'Etat à s'engager effectivement dans la voie d'une gestion transparente, efficace voire efficiente des secteurs économiques. Elle apparaît comme une exigence à l'heure de la mondialisation, où la recherche de bonne performance et de compétitivité impose à l'administration publique un comportement favorable à des changements qualitatifs.

Le rôle de la gouvernance économique, ne sera efficace que si l'administration centrale de l'Etat se trouve orientée vers la promotion du secteur privé. En effet, les opérateurs économiques privés se plaignent de la lenteur administrative, de la qualité médiocre des prestations, des comportements laxistes des fonctionnaires et d'une espèce de corruption qui étouffe l'investissement privé au lieu de l'encourager.

Il apparaît donc important qu'il soit recommandé au gouvernement de prendre des mesures salvatrices qui s'imposent à chaque niveau où un goulot semble perturber la bonne marche des activités.

### **2-4 : La mise en place d'un mécanisme central permettant le suivi des actions de toutes les administrations.**

Pour effectuer une analyse correcte, définir une politique et l'exécuter, il faut des données complètes. Les données sur les finances publiques ne seront adéquates que si elles permettent un suivi et une programmation efficace des actions de l'Etat. Ces données doivent viser toutes les entités publiques notamment les administrations centrales, locales et les autres institutions du secteur public. Elles doivent être recueillies en temps voulu.

A cet effet, la mise en place en 2000 du Système Intégré de Gestion des Finances (SIGFIP) est une avancée. Ce système devrait permettre d'assurer une gestion automatisée de l'exécution des dépenses et de relier tous les acteurs de la chaîne

des dépenses en vue d'une meilleure circulation de l'information budgétaire. Pour assurer une chance de succès à ce nouveau mécanisme, il convient de le rendre opérationnel en y ajoutant des modules de suivi des dépenses locales et en assurant la formation de ses utilisateurs.

## CONCLUSION

La présente étude a pour objectif d'appréhender le rôle de l'environnement socio-politique sur les décisions prises par l'Etat béninois en matière de finances publiques. Il s'agissait plus précisément d'apprécier le rôle de certains faits récurrents de la politique béninoise sur la réalisation des déficits publics.

L'analyse du contexte politico-économique a permis de constater que l'évolution politique du pays présente trois caractéristiques : l'instabilité politique chronique du lendemain des indépendances, la dictature militaro-marxiste des années 1972 et l'ouverture démocratique des années 1990. La production politique du pays est donc marquée par des changements fréquents de gouvernements, des élections (libres ou non) et de fréquents mouvements sociaux. Ce qui nous permis d'appréhender les variables à introduire dans notre analyse.

Le cadre de référence pour l'analyse des interactions entre la politique et l'économie est l'autorégression d'une variable cible sur un certain nombre de variables sensées représenter l'environnement socio-politique. Nous avons donc procédé à l'estimation, par les moindres carrés ordinaires, du déficit budgétaire courant sur des variables représentant les élections (présidentielles et législatives), les troubles sociaux et l'instabilité politique.

L'analyse empirique a permis de faire ressortir que les élections présidentielles creusent significativement les déficits budgétaires. Mais, l'absence de contraction post-électorale n'autorise pas l'hypothèse de cycles. Si les troubles sociaux ne paraissent pas affecter significativement le niveau des déficits, l'instabilité politique contribue à une réduction de ce dernier ; mais à un seuil de 10%. Par ailleurs, l'analyse des dépenses publiques révèle que les dépenses publiques notamment les dépenses de transfert et d'investissement sont les plus touchées par les manipulations politiques.

Ces résultats mettent en exergue le dilemme dans lequel se trouvent les dirigeants des pays en développement, à savoir la nécessité de satisfaire les besoins de tous



les groupes sociaux et le respect de conditions pour une mobilisation accrue des ressources extérieures. Ces résultats traduisent aussi la nécessité pour un gouvernement fut-il autocratique d'asseoir sa légitimité à travers la satisfaction des besoins des populations. De ce point de vue, l'avènement d'élections libres devrait assurer une bonne redistribution des richesses nationales.

Toutefois, la possibilité de manipulations préélectorales des composantes du budget relativise la portée des programmes d'ajustement structurel perçus comme un gage de bonne gestion économique. C'est pourquoi les recommandations formulées à l'issue du travail, vont dans le sens de la poursuite des réformes budgétaires en vue de les rendre plus lisibles, de l'application effective des mécanismes de contrôle endogène et de la promotion d'une meilleure gouvernance économique.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abiassi S. J. et A.R. Bello (2001), « Taux de change réel et croissance économique au Bénin : Une approche par la cointégration », mémoire de maîtrise, FASJEP, UNB, Bénin.
- Alesina A. (1987), "Macroeconomics policy in a two party system as a repeated game", *Quarterly Journal of Economics*, 102 : 651-78.
- Alesina A et A. Drazen (1991), "Why are stabilisation delayed?" *American Economic Review* 81,1170-88.
- Alesina A. et A. Perotti (1995), « Le déséquilibre des finances publiques : l'économie politique des déficits budgétaires », *revue Problèmes économiques* n°2424, p.1-9 .
- Alesina A. et A. Perotti (1994), "The political Economy of Growth: A critical survey of the recent literature", *The World Bank Economic Review* 8, 351-371.
- Alesina A, N. Roubini et G. D. Cohen (1997), "*Political Cycles and the Macro economy*", The MIT press, Cambridge, Massachussetts, London, England.
- Ames B. (1987), "*Political survival: Politicians and public policy in Latin America*", Berkeley, University of California press, California, USA.
- Arcand J.L., P. Guillaumont et S.J. Guillaumont (2000), « Les réformes et la croissance économique en Afrique sont-elles durables », document de travail E2000-11, CERDI.
- Azam J. P., J. C. Barthelemy et S. Calipel (1996), « Risque politique et croissance économique en Afrique », *revue économique* n°3 pp 819-829.
- Banerji A. et H. Ghanem (1991), "Does the type of political regime matter for trade and labour market policies ?" *the World Bank Economic review*, 11.
- Bates R. (1981), "*Markets and States in tropical Africa*", University of California press, California, USA.
- Ben Habib J. Et M. Spiegel (1992), "Role of human capital and political instability in economic development", *Economic Research Report*, New York University, C.V. Starr Center for applied economics, New York Processed.
- Bhagwati J. (1992), "Directly unproductive profit-seeking activities", *Journal of political Economy* 90, 250-75.
- Cukierman A. et A. Meltzer (1990), "A theory of ambiguity, credibility and inflation under discretion and asymmetric information", *Econometrica* 54, 1099-1128
- Drazen A. (2000), "*Political economy in macroeconomics*", Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- Dessus S., J.D. Lafay, C. Morrisson. (1997), « Un modèle politico-économique des programmes de stabilisation en Afrique », *Revue d'économie du développement*, n°4, pp3-34.
- Edin P.A. et H. Ohlsson (1990), " Political determinants of budgets deficits : Coalition effect vs minority effect", Working paper , Dept of economics, Uppsala University.
- Fouda S. M. (1996), « Cycles politico-monétaires et indépendance de la banque centrale dans une union monétaire : une vérification empirique », *Revue d'économie du développement* n°4, pp120-141.

- Fosu A. K. (1992), "Political instability and Economic growth : Evidence from Sub Saharan Africa", *Economic development and structural change* 40, pp829-842.
- Franzese R. J. (1996), "The political economy of public debt: an empirical examination of the OECD post war experience", paper presented to the Midwest Political Science Association.
- Gärtner M. (1994), "The quest for political cycles in OECD Economics", *European Journal of Political Economy* 10 427-440.
- Gnansounou S.U. (2001), " Le comportement d'investissement des grandes entreprises béninoises », mémoire de DEA, FASEG/UCAD, Sénégal.
- Grier K.(1989), "On the existence of a political monetary cycle", *American Journal of political Science* 33, 376-399.
- Gymah-Brempong K. (1995), "Non elite political instability and economic growth: Evidence from Sub Saharan Africa", Department of economic, University of South Florida.
- Haynes S. & J. Stones (1989), "Political models of the business cycles should be reviewed", *Economic inquiry* 28, 442-465.
- Hibbs D. (1973), "Mass political violence : A cross-sectional analysis", New York, Wiley and Sons.
- Hibbs D. (1977), "Political parties and macroeconomic policy", *American Political Science Review* 71, 1467-1487.
- Hibbs D. (1992), "Partisan theory after fifteen years", *European Journal of political Economy* 8, 361-373.
- Houédété T. (2000), "*Les politiques économiques*", in *Economies et Sociétés*, Sous la direction de P.Houtondji, ed l'harmattan.
- Kindoho A. (1999), « Politique budgétaire et relance de l'économie nationale », mémoire de maîtrise, FASJEP/UNB, Bénin.
- Kotin D. (1997), "The causes of government budgets deficits: an empirical re-examination of partisan and institutional effects", Working papers Department of political Science, UCLA, Los Angeles.
- Krueger A. (1974), "The political economy of rent-seeking society", *American Economic Review* 64, 291-303.
- Lindbeck A. (1976), "Stabilization policy in open economies with endogenous politicians", *American Economic Review papers and proceedings* 60, 1-19.
- Londregan J. & K. Poole (1990), "Poverty, the coup trap, and the seizure of executive power", *World politics* 42, 151-183.
- Métinhoué P.G. (1994), « Regard d'un historien sur les trente quatre premières années de l'administration Dahomey-Bénin par les nationaux », quotidien la nation, Spécial premier Août 1994, ONIP, Bénin.
- Ministère des Finances et de l'Economie (1997), « Bilan et perspectives de l'économie nationale de 1985 à 1996 », Bénin.
- Ministère des Finances et de l'Economie (2000), « Bilan et perspective de l'économie nationale : les sources de la croissance », Bénin.
- Nordhaus W. (1975), "The political business cycle", *Review of economic Studies* 42, 169-190.
- Osler S. & G. Tabellini (1992), "External debt and political instability", Department of economics, UCLA, Los Angeles.

- Persson T. & L. Svensson (1989), "Why a stubborn conservative would run deficit? Policy with time inconsistent preferences", *Quarterly Journal of Economics* 104, 325-345.
- Persson T. & G. Tabellini (1990), "*Macroeconomic policy, credibility and politics*", London: Harwood.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2000), "Rapport sur le développement humain au Bénin: la gouvernance". Cotonou, Bénin.
- Présidence de la République (1995), « Rapport sur l'état de l'économie nationale 1995 », Bénin.
- Présidence de la République (1999), « Rapport sur l'état de l'économie nationale 1995 », Bénin.
- Présidence de la République (2002), « Rapport sur l'état de l'économie nationale 1995 », Bénin.
- Rogoff K. (1990), "Equilibrium political budget cycles", *American Economic Review* 80, 21-36.
- Rogoff K. & A. Sibert (1988), "Elections and macroeconomic policy cycles", *Review of Economic Studies* 55, 1-16.
- Roubini N. J. Sachs (1989), "Political and economic determinants of budget deficits in the industrial democracies", *European Economic Review* 33, 903-38.
- Spolaore E. (1993), "macroeconomic policy, Institution and efficiency", PHD dissertation, Harvard University
- Stasavage D. (2001), "Electoral competition and public spending on education: Evidence from African Countries", CSAE wps/2001-17.
- Tutar I. et A. Tansel [2000], "Political business cycles, institutional structure and budget deficits in Turkey", Department of economics, Middle East Technical University, working paper2019, Turkey.
- Venerie Y. & Gupta (1986), "Income distribution and socio-political instability as determinants of savings: A cross-sectional model", *Journal of political Economy* 96, 873-883.
- Williams J. (1989), "The political manipulation of macroeconomic policy", *American Political Science Review* 33, 376-399.

## ANNEXES

### ANNEXE 1

**Tableau n°1** : Résumé du plan triennal d'investissement  
(1977/1978-1979/1980)

Secteur	Milliards de Fcfa	En Pourcentage
Industrie	111,5	45,7%
Equipement et transport	54,8	22,5%
Développement Rural	26	10,7%
Services publics	22,1	9,1%
Tourisme	3,2	1,3%
Commerce	3,5	1,4%
Santé	6,8	2,8%
Education	16	6,6%
<b>Total</b>	<b>243,9</b>	<b>100,0%</b>

Source: Houédété T. (2000), "Les politiques économiques",  
in *Economies et Sociétés*, Sous la direction de P.Houtondji,  
ed l'harmattan.

**Tableau n°2** : Structure du PIB (en pourcentage)

Secteur	1970	1975	1979
Primaire	45,1	37,8	43,2
Industriel	13,3	14,7	12,7
Services	41,6	47,5	44,7
<b>PIB au coûts des facteurs (prix de 1975)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100,6</b>

Source: Houédété T. (2000), "Les politiques économiques",  
in *Economies et Sociétés*, Sous la direction de  
P.Houtondji, ed l'harmattan.

## ANNEXE 2 : Résultat des test de Stationnarité

### 1- Déficits budgétaire courant (db)

- Avec trend et constante

ADF Test Statistic	-2.203852	1% Critical Value*	-4.2949
		5% Critical Value	-3.5670
		10% Critical Value	-3.2169

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	-0.355897	0.161489	-2.203852	0.0366
D(DB(-1))	0.069439	0.197138	0.352238	0.7275
C	4.225193	6.618231	0.638417	0.5288
@TREND(1970)	0.583002	0.484381	1.203602	0.2396

- Avec Constante seul

ADF Test Statistic	-1.875537	1% Critical Value*	-3.6661
		5% Critical Value	-2.9627
		10% Critical Value	-2.6200

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	-0.223327	0.119073	-1.875537	0.0716
D(DB(-1))	-0.001242	0.189745	-0.006543	0.9948
C	9.409337	5.066425	1.857195	0.0742

- Sans trend ni constante

ADF Test Statistic	-0.639951	1% Critical Value*	-2.6423
		5% Critical Value	-1.9526
		10% Critical Value	-1.6216

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	-0.048802	0.076260	-0.639951	0.5274
D(DB(-1))	-0.059498	0.195147	-0.304886	0.7627

### 2- Troubles sociaux (trou)

- Avec trend et constante

ADF Test Statistic	-5.187484	1% Critical Value*	-4.2949
		5% Critical Value	-3.5670
		10% Critical Value	-3.2169

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TROU(-1)	-1.477912	0.284900	-5.187484	0.0000
D(TROU(-1))	0.303589	0.191964	1.581488	0.1259
C	-2.640625	4.783304	-0.552050	0.5856
@TREND(1970)	0.685005	0.282551	2.424361	0.0226

- Avec constante

ADF Test Statistic	-4.225913	1% Critical Value*	-3.6661
--------------------	-----------	--------------------	---------

5% Critical Value	-2.9627
10% Critical Value	-2.6200

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TROU(-1)	-1.182554	0.279834	-4.225913	0.0002
D(TROU(-1))	0.146460	0.196336	0.745967	0.4621
C	7.097191	2.822277	2.514704	0.0182

- Sans constante ni tendance

ADF Test Statistic	-3.129242	1% Critical Value*	-2.6423
		5% Critical Value	-1.9526
		10% Critical Value	-1.6216

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TROU(-1)	-0.812752	0.259728	-3.129242	0.0041
D(TROU(-1))	-0.036960	0.198860	-0.185857	0.8539

### 3- Pib réel

- Avec constante et tendance

ADF Test Statistic	-0.140669	1% Critical Value*	-4.2949
		5% Critical Value	-3.5670
		10% Critical Value	-3.2169

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBR(-1)	-0.014227	0.101141	-0.140669	0.8892
D(PIBR(-1))	0.129284	0.217026	0.595707	0.5565
C	3.298747	22.41164	0.147189	0.8841
@TREND(1970)	1.065215	1.430213	0.744795	0.4631

- Avec constante seul

ADF Test Statistic	2.372711	1% Critical Value*	-3.6661
		5% Critical Value	-2.9627
		10% Critical Value	-2.6200

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBR(-1)	0.058769	0.024769	2.372711	0.0250
D(PIBR(-1))	0.081862	0.205758	0.397857	0.6939
C	-11.52061	10.22875	-1.126297	0.2700

- Sans constante, ni tendance

ADF Test Statistic	3.617058	1% Critical Value*	-2.6423
		5% Critical Value	-1.9526
		10% Critical Value	-1.6216

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBR(-1)	0.032788	0.009065	3.617058	0.0012
D(PIBR(-1))	0.150855	0.197368	0.764334	0.4511

### 4- Instabilité politique (INSTA)

- Avec constante et tendance

ADF Test Statistic	-3.436548	1% Critical Value*	-4.2949
		5% Critical Value	-3.5670
		10% Critical Value	-3.2169

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INSTA(-1)	-0.986195	0.286972	-3.436548	0.0020
D(INSTA(-1))	-0.108063	0.198259	-0.545060	0.5904
C	0.828211	0.457228	1.811376	0.0817
@TREND(1970)	0.013151	0.019954	0.659034	0.5157

• Avec constante

ADF Test Statistic	-3.420038	1% Critical Value*	-3.6661
		5% Critical Value	-2.9627
		10% Critical Value	-2.6200

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INSTA(-1)	-0.965009	0.282163	-3.420038	0.0020
D(INSTA(-1))	-0.119264	0.195449	-0.610208	0.5468
C	1.022558	0.345738	2.957607	0.0064

• Sans constante ni tendance

ADF Test Statistic	-1.520315	1% Critical Value*	-2.6423
		5% Critical Value	-1.9526
		10% Critical Value	-1.6216

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INSTA(-1)	-0.238404	0.156813	-1.520315	0.1396
D(INSTA(-1))	-0.494898	0.167858	-2.948316	0.0064

### Annexe 3 : Estimations par les MCO

#### 1- Equation 1

Dependent Variable: DB

Method: Least Squares

Date: 04/28/03 Time: 12:13

Sample(adjusted): 1971 2001

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	0.709932	0.124856	5.685999	0.0000
PIBR	0.023766	0.011121	2.137045	0.0418
ELECP1	9.679689	7.368705	1.313621	0.2000
ELECL1	-0.661486	5.178107	-0.127747	0.8993

R-squared	0.683971	Mean dependent var	35.03804
Adjusted R-squared	0.648857	S.D. dependent var	27.32129
S.E. of regression	16.18986	Akaike info criterion	8.526562
Sum squared resid	7077.015	Schwarz criterion	8.711592
Log likelihood	-128.1617	F-statistic	19.47843
Durbin-Watson stat	2.148616	Prob(F-statistic)	0.000001

White Heteroskedasticity Test:



F-statistic	3.881252	Probability	0.005452
Obs*R-squared	18.14421	Probability	0.020171

ARCH Test:

F-statistic	0.427308	Probability	0.518646
Obs*R-squared	0.450948	Probability	0.501885

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.412530	Probability	0.666398
Obs*R-squared	0.990367	Probability	0.609459

2- Equation 2

Dependent Variable: DB  
Method: Least Squares  
Date: 04/28/03 Time: 11:45  
Sample(adjusted): 1971 2001  
Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	0.682928	0.120192	5.681954	0.0000
PIBR	0.021711	0.010980	1.977351	0.0583
ELECP2	20.81498	9.828508	2.117817	0.0435
ELECL2	-0.497132	7.627086	-0.065180	0.9485
R-squared	0.711994	Mean dependent var		35.03804
Adjusted R-squared	0.679993	S.D. dependent var		27.32129
S.E. of regression	15.45542	Akaike info criterion		8.433711
Sum squared resid	6449.490	Schwarz criterion		8.618741
Log likelihood	-126.7225	F-statistic		22.24933
Durbin-Watson stat	1.867307	Prob(F-statistic)		0.000000

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.962577	Probability	0.395615
Obs*R-squared	2.209742	Probability	0.331254

ARCH Test:

F-statistic	0.982316	Probability	0.330116
Obs*R-squared	1.016809	Probability	0.313277

White Heteroskedasticity Test:

F-statistic	2.609099	Probability	0.043222
Obs*R-squared	12.23799	Probability	0.056865

3- Equation 3

Dependent Variable: DB  
Method: Least Squares  
Date: 04/28/03 Time: 10:41  
Sample(adjusted): 1971 2001

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	0.662672	0.123889	5.348900	0.0000
PIBR	0.020545	0.010728	1.914977	0.0661
ELECP2	22.29413	10.01214	2.226710	0.0345
TROU	0.150854	0.245520	0.614425	0.5441
R-squared	0.715921	Mean dependent var		35.03804
Adjusted R-squared	0.684356	S.D. dependent var		27.32129
S.E. of regression	15.34970	Akaike info criterion		8.419983
Sum squared resid	6361.557	Schwarz criterion		8.605013
Log likelihood	-126.5097	F-statistic		22.68128
Durbin-Watson stat	1.769518	Prob(F-statistic)		0.000000

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.750277	Probability	0.194350
Obs*R-squared	3.793962	Probability	0.150021

ARCH Test:

F-statistic	0.813292	Probability	0.374841
Obs*R-squared	0.846788	Probability	0.357462

White Heteroskedasticity Test:

F-statistic	1.010399	Probability	0.449730
Obs*R-squared	7.290862	Probability	0.399237

#### 4- Equation 4

Dependent Variable: DB

Method: Least Squares

Date: 04/28/03 Time: 10:29

Sample(adjusted): 1971 2001

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	0.729254	0.125501	5.810745	0.0000
PIBR	0.028833	0.011396	2.530167	0.0178
ELECP2	21.10363	9.682083	2.179658	0.0385
TROU	0.072593	0.241078	0.301119	0.7657
INSTA	-5.468059	3.147763	-1.737126	0.0942
R-squared	0.745463	Mean dependent var		35.03804
Adjusted R-squared	0.706303	S.D. dependent var		27.32129
S.E. of regression	14.80645	Akaike info criterion		8.374693
Sum squared resid	5700.004	Schwarz criterion		8.605981
Log likelihood	-124.8077	F-statistic		19.03652
Durbin-Watson stat	1.637977	Prob(F-statistic)		0.000000

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.560014	Probability	0.230703
Obs*R-squared	3.503189	Probability	0.173497

Probability		
White Heteroskedasticity Test:		
F-statistic	1.225625	0.331744
		Probability
Obs*R-squared	10.67570	0.298594
		Probability
ARCH Test:		
F-statistic	1.163206	0.290006
		Probability
Obs*R-squared	1.196582	0.274006
		Probability

### 5- Equation 5

Dependent Variable: DB  
Method: Least Squares  
Date: 04/28/03 Time: 10:26  
Sample(adjusted): 1971 2001  
Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	0.786954	0.129700	6.067499	0.0000
PIBR	0.034011	0.011763	2.891258	0.0078
ELECP2	27.11864	10.40551	2.606181	0.0152
TROU	0.236776	0.263406	0.898901	0.3773
INSTA	-5.604493	3.090022	-1.813739	0.0817
AJUST	-12.21969	8.625570	-1.416682	0.1689
R-squared	0.764378	Mean dependent var		35.03804
Adjusted R-squared	0.717254	S.D. dependent var		27.32129
S.E. of regression	14.52779	Akaike info criterion		8.361989
Sum squared resid	5276.416	Schwarz criterion		8.639535
Log likelihood	-123.6108	F-statistic		16.22045
Durbin-Watson stat	1.878076	Prob(F-statistic)		0.000000

### Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

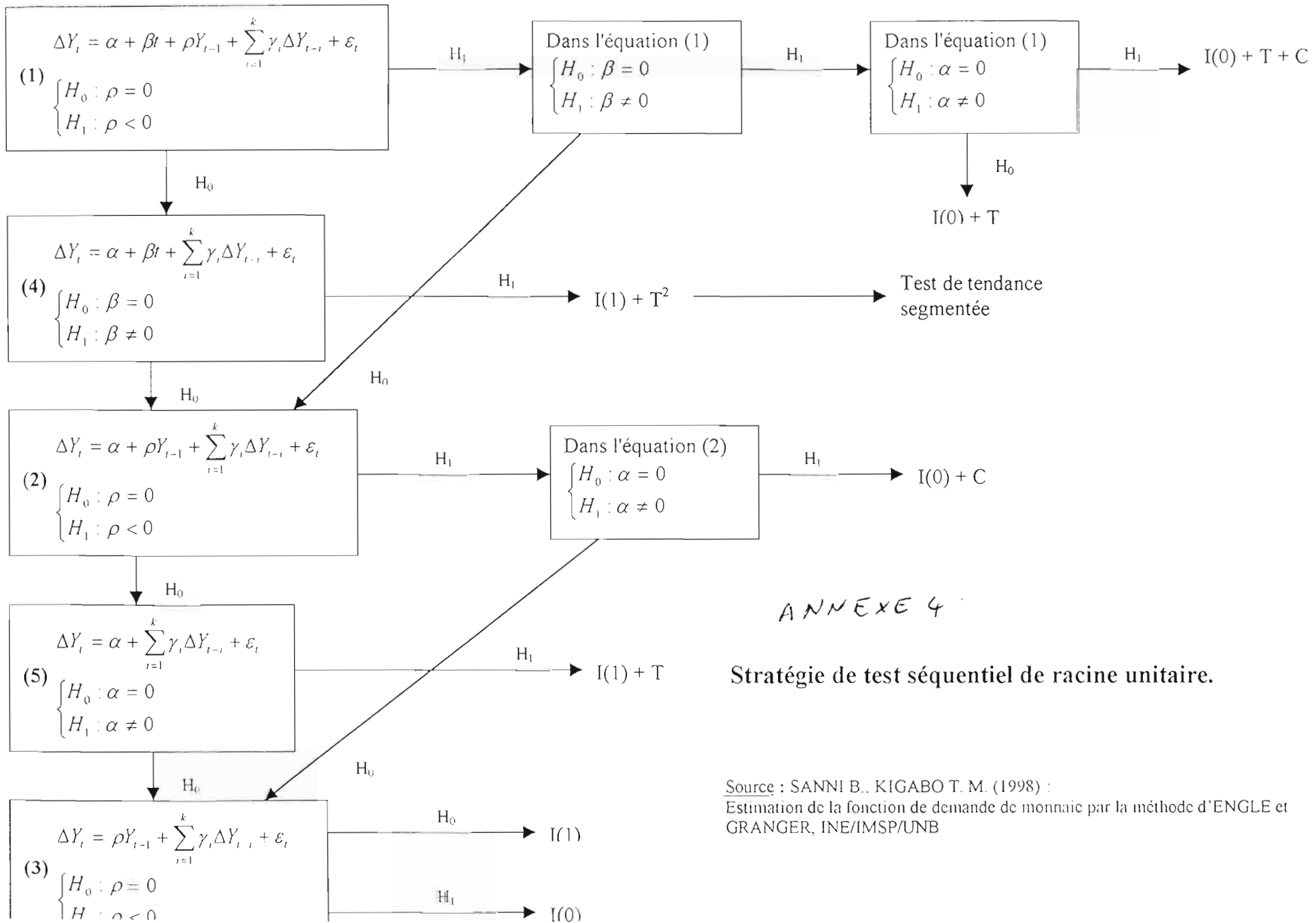
F-statistic	0.467230	Probability	0.632555
Obs*R-squared	1.210130	Probability	0.546039

### White Heteroskedasticity Test:

F-statistic	1.170669	Probability	0.364488
Obs*R-squared	11.44577	Probability	0.323858

### ARCH Test:

F-statistic	1.418970	probability	0.243573
Obs*R-squared	1.446995	Probability	0.229011



ANNEXE 4

Stratégie de test séquentiel de racine unitaire.

Source : SANNI B., KIGABO T. M. (1998) :  
 Estimation de la fonction de demande de monnaie par la méthode d'ENGLE et GRANGER, INE/IMSP/UNB